

GIORGIO DEL VECCHIO (1878-1970)



*Dimanzi ai mestieri dell'essere
siamo tutti egualmente discepoli.*
Giorgio Del Vecchio

Le Professeur Giorgio Del Vecchio, notre éminent Directeur, qui a bien voulu pendant vingt ans nous honorer de sa haute collaboration et nous assister de ses précieux conseils, nous a quittés le 28 novembre der-

nier. Il s'était retiré il y a quelques mois à Gênes où il avait fait ses études universitaires et où son père avait enseigné à l'université et c'est là que ce grand maître de la Philosophie du droit — connu en Italie et dans le monde entier comme une autorité en la matière — s'est éteint entouré de son épouse et de nombreux amis, notamment le Dr. Constantin Dragan, fondateur de notre revue.

« Magnifico Rettore » de l'Université de Rome, titulaire de la chaire de Philosophie du droit aux Universités de Ferrare, Sassari, Messine, Bologne et Rome, le professeur Giorgio Del Vecchio a été aussi l'auteur de nombreux essais, d'études et d'ouvrages en grande partie traduits dans presque toutes les langues européennes et même en japonais. Oeuvre de haute valeur, de pensée originale et profonde qui a fortement influencé le monde philosophico-juridique contemporain.

Le « Bulletin Européen » dans lequel le professeur Giorgio Del Vecchio a publié des articles de philosophie juridique sur le thème: « L'unité du droit », regrette son inoubliable Directeur, et déplore profondément la disparition d'une des plus prestigieuses figures de la culture contemporaine.

Né à Bologne, le 26 août 1878, Giorgio Del

Vecchio a fait ses études aux Universités de Gênes, Rome (où il suivit les cours de Vanni et Filomusi Guelfi) et Berlin (où il eut pour maîtres Lason, Kohler et Paulsen). Il commença à enseigner la Philosophie du droit à l'Université de Ferrare en 1903-1904 et occupa successivement les chaires pour l'enseignement de la même matière aux Universités de Sassari (1905-1909), Messine (1909-1910), Bologne (1910-1920) et Rome (1920-1953). En 1910 il avait remporté, le premier par vote unanime du jury, le concours pour l'Université de Bologne et, en 1920, la Faculté de Droit de Rome, de sa propre initiative et par vote également unanime, l'avait invité à occuper la chaire qu'avaient illustré Vanni et Filomusi Guelfi.

Ses oeuvres fondamentales, sous forme de trilogie: « I presupposti filosofici della nozione del diritto » (1905), « Il concetto del diritto » (1906), « Il concetto della natura e il principio del diritto » (1908), constituent un tout unique et, comme tel, sous le titre « The formal bases of Law » furent publiées en Amérique en 1914 et, de nouveau, en 1921 (dans la « Modern Legal Philosophy Series »). Le but principal de ses ouvrages, comme de ceux qui suivirent, est de concilier du point de vue critique l'exigence de l'idéal absolu de la justice avec l'étude objective de la phénoménologie positive.

Giorgio Del Vecchio fut engagé volontaire de la première guerre mondiale (1915-1918) et remporta deux décorations « à la valeur militaire ».

Dans une monographie sur « La Justice » (développement d'un discours d'inauguration qu'il tint en 1922 à l'Université de Rome) et dans de nombreux autres écrits, Giorgio Del Vecchio a abordé les problèmes les plus ardu de la Philosophie du droit, et proposé des solutions longuement méditées. Ses « Lezioni di Filosofia del diritto » (Leçons de Philosophie du droit), plusieurs fois rééditées, sont devenues un texte classique en la matière, adopté dans de nombreuses universités italiennes et étrangères.

* * *

Giorgio Del Vecchio a été le promoteur de la fondation de l'Institut de Philosophie du droit de l'Université de Rome, de la Société Italienne de Philosophie du droit et de la Revue Internationale de Philosophie du droit

à la direction desquels il a consacré plusieurs années de fécond labeur. Il a été en outre, pendant dix-huit ans (1921-1938), directeur de l'« Archivio giuridico ».

De 1925 à 1927, il a été Recteur de l'Université de Rome et de 1930 à 1938 « Preside » de la Faculté de Jurisprudence. Sous son rectorat l'Université de Rome fit de remarquables progrès, tant dans son organisation scientifique que dans son organisation administrative.

En 1953, Giorgio Del Vecchio quitta l'enseignement pour limite d'âge, fut nommé Professeur « emerito », décoré de la médaille d'or au mérite culturel.

Dans sa jeunesse il prit part active à la défense des intérêts nationaux en affirmant l'italianité du Trentin et, surtout, du Haut Adige.

Il s'intéressa en outre aux études esthétiques, philologiques et à la littérature. Ses poèmes, en particulier les sonnets « Haec est Italia » furent jugés par Gabriele D'Annunzio « beaux et magnanimes ». Une nouvelle édition de ses poésies, déjà connues ou inédites, a paru à l'initiative du « Convivio letterario » de Milan, sous le titre « Flos cordis ».

* * *

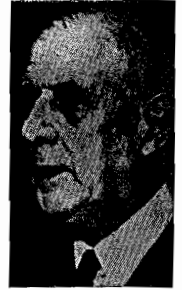
Giorgio Del Vecchio a paru pour la dernière fois en public en 1967, à Rome, où il prit la parole à la séance d'inauguration du siège romain de la Fondation Européenne Dragan, présidée par le Sén. Giuseppe Pella, l'Hon. Pietro Campilli et en présence de S. Em. le Cardinal Eugène Tisserant. A cette occasion il salua avec enthousiasme l'idéal qui anime ce nouvel organisme, instrument de culture au service de l'unité européenne et traça le portrait de Constantin Dragan, son fondateur, « européen de coeur et d'esprit ».

Les pages de ce Bulletin ne suffiraient pas à contenir la liste des oeuvres de cet esprit lucide, illuminé par un grand amour de la justice, de l'Italie et de l'Europe.

Constantin Dragan, fondateur du « Bulletin Européen », qui fut l'élève du Maître à l'Université de Rome et la Rédaction, adressent à Mme Del Vecchio et à la famille du grand disparu, leurs sincères condoléances.

9 NOVEMBRE 1970: LE GRAND DEUIL DE LA FRANCE

“Or si
defalt la
loial compaignie...”



« A la France, à Notre-Dame la France... nous n'avons rien à demander, excepté peut-être qu'au jour où la mort sera venue nous saisir elle nous ensevelisse doucement dans sa bonne et sainte terre ». (Charles de Gaulle)

« Viser haut, se tenir droit » dit le général de Gaulle en parlant de ce que la France doit faire: une France qu'il identifie avec lui-même.

Et quoi d'étrange dans cette identification? Là où les pusillanimes ne voient que fol orgueil, ambition démesurée, n'y a-t-il pas, au contraire, humilité? Cette humilité qui fait qu'avant d'être Charles de Gaulle, cet homme est un fils de France, et son serviteur? Fils de France, et le meilleur, peut-être, mais seulement parce que le plus ressemblant, le plus fidèle, celui dont l'amour filial est si total que l'homme s'efface et se perd dans cet amour. Mais, cependant, un fils parmi tant d'autres, ses frères obscurs, sa vraie famille: les fils et filles de France qui devront, seuls, l'escorter à sa dernière demeure, en sol de France, un petit coin de terre campagnard au pied d'un clocher pointu.

« Viser haut, se tenir droit »: on dirait une de ces devises que les seigneurs-chevaliers du moyen âge faisaient graver dans la pierre de leurs châteaux. Et Charles de Gaulle n'est-il pas le dernier en date de ces chevaliers — car il y en aura d'autres, tant que les hommes peupleront la Terre — dont l'idéal était l'honneur? « Honneur et Patrie, voici le général de Gaulle » sont les mots habituels qui annoncent ses allocutions. Son suzerain, c'est la France, sa loyauté lui est acquise à jamais. C'est en chevalier qu'il la voit: « ... ce qu'il y a d'affectif en moi imagine naturellement la France telle la princesse des contes ou la madone aux fresques des murs... » écrit-il dans ses Mémoires. Un chevalier qui traîne derrière lui les foules obscures de son Pays, comme jadis les seigneurs croisés dont les meilleurs, en Terre Sainte, imposaient le respect même aux Infidèles, même au cruel Saladin.

Devant sa dépouille, s'inclinent adversaires et partisans, compagnons d'armes et des hommes de toutes les races: les Arabes qui décrètent plusieurs jours de deuil national pour lui rendre hommage, les Chinois, les chefs africains, tous mûs non par un fanatisme aveugle, ni même par l'admiration, mais par le respect le plus haut qu'un homme puisse inspirer à ses semblables.

Il dort maintenant dans un petit cimetière de cette Champagne qui fut, par excellence, terre des Francs, à l'ombre d'une église trapue et rustique, pareille à tant d'autres églises de tant d'autres villages français. Et si les Français voulaient lui rendre l'hommage qui convient à ce chevalier sans peur et sans reproche, ils devraient se souvenir de leurs ancêtres, ces rudes et nobles hommes de la Chanson de Roland qui s'en allaient combattre ensemble ce qu'ils croyaient être l'erreur, frères d'armes et d'idéal; et lorsque le destin les séparait, ils se bornaient à murmurer sans larmes: « Or si defalt la loial compaignie ».

Pour Charles de Gaulle, la « loyale compaignie » s'était dénouée ici-bas en ce printemps 1969 où les siens le désavouèrent; mais elle vivait ailleurs, pour l'éternité, là où se retrouvent les coeurs qui ont su aimer et servir en tout honneur et loyauté, au-dessus des faiblesses et des trahisons.

A. Pellevant-Gini

Giorgio Del Vecchio n'était pas un politicien: sa pensée allait bien au delà des contingences éphémères, des nécessités passagères, des impératifs sans lendemain que doivent affronter ceux qui veulent, certes, le bien de leur communauté, mais sont appelés trop souvent à lui sacrifier le bien supérieur de l'humanité tout entière. Profondément patriote — comme il l'a prouvé au cours d'une existence entièrement vouée à l'étude, mais aussi à la défense de son pays, tant sur le plan du simple citoyen qui s'engage, volontaire, dans une guerre où le sort de sa patrie est en jeu, que sur le plan politique où il a revendiqué l'italianité de provinces arrachés à la mère-patrie, il n'en a pas moins jamais perdu de vue que le droit et la justice sont l'idéal suprême de tous les peuples de la terre.

C'est pourquoi, ayant accepté de diriger une revue européenne comme la nôtre, il n'a jamais cessé de dire que le but ultime de toute action humaine était le bien de tous les hommes. Néanmoins, il estimait que la paix mondiale à laquelle nous devons tous aspirer ne pouvait être atteinte que graduellement et que l'un des premiers échelons à gravir, à l'heure actuelle, était l'union de notre continent. Les yeux tournés vers l'union planétaire, il a mené honnêtement le combat pour la première étape du long chemin à parcourir. La page que nous reproduisons ci-dessous est la conclusion d'un article qu'il écrivit pour la « Revue générale de Droit international public », en 1957, sous le titre « Européisme et Cosmopolitisme ». Elle synthétise admirablement à ce point de vue la pensée généreuse de ce maître de la Philosophie du droit.

A.P.G.

UNE PAGE DE GIORGIO DEL VECCHIO

“ L'Humanité qui se cherche ... ”

En réalité, plus encore que le voisinage géographique, il semble que l'affinité des conceptions morales et juridiques des différents peuples puisse constituer une base pour leur union stable et organique. Il faut reconnaître que, dans ce sens, tandis que la formation rêvée des « Etats-Unis d'Europe » n'est pas possible à l'heure actuelle, et ne représente qu'un but à atteindre dans un avenir lointain, **on peut et on doit, au contraire, étendre et multiplier, dès maintenant, les organisations unitaires entre les Etats européens et extra-européens qui admettent les mêmes principes fondamentaux de justice, de charité et de liberté, et qui veulent réellement vivre et coopérer conformément à ces principes.** Réellement: parce que — répétons-le — il ne suffit pas de proclamer ou de souscrire à des formules comme celles de la Charte de l'O.N.U. sur l'égalité des nations, grandes et petites, et sur les droits naturels de la personne humaine, quand ces principes proclamés sont contredits et violés par les législations intérieures et les instruments internationaux eux-mêmes.

La limitation des projets immédiatement réalisables n'implique pas le moins du monde le renoncement au programme de principe de l'unification cosmopolite de tout le genre humain, mais signifie seulement que l'on se rend compte que ce programme n'est réalisable que graduellement.

Rappelons encore, pour conclure, que les conditions préalables d'une organisation véritablement unitaire et durable du monde sont la pacification intérieure, ou encore l'élimination des haines dans les consciences individuelles; la concorde civile, ou encore la cessation des luttes factieuses dans un même pays; l'abandon de la politique de force, colonialiste ou non, dans les rapports entre les diverses nations.

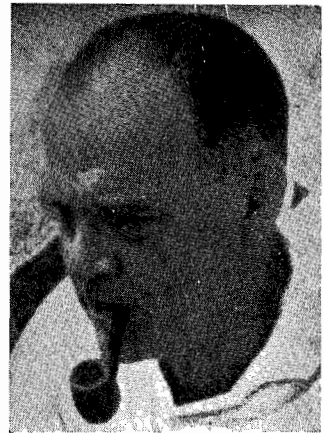
Ce monde civil est jeune encore (que sont quelques millénaires en face de l'éternité?) et l'ère que nous vivons n'est peut-être encore que la **préhistoire** de l'humanité qui, presque anarchique encore, se cherche et souvent s'égare et parfois délire. Mais ses buts suprêmes que nous indiquent la raison et l'Évangile, sont clairs et sûrs. Nous devons avoir foi dans leur réalisation future, fût-elle éloignée, et nous efforcer de donner, à cette fin, notre contribution, si minime soit-elle.

LE CENTRE EUROPEEN DE LA CULTURE A 20 ANS

Le Centre Européen de la Culture a fêté en octobre dernier le 20ème anniversaire de sa fondation à Genève. Les manifestations organisées pour la circonstance et auxquelles ont participé de nombreuses personnalités ont eu, entre autre, pour but, de dresser le bilan de l'activité de l'organisation. M. Denis de Rougemont, ouvrant la séance d'inauguration a retracé en outre l'histoire du CEC. Ont également pris la parole le prof. Luis Diez del Corral et M. Henri Brugmans, du Collège Européen de Bruges.

En conclusion, le bilan de l'activité du CEC a permis de faire des comparaisons fructueuses concernant la coopération culturelle européenne. Mais, surtout il a été l'occasion d'une importante constatation: les problèmes qui se posaient aux Européens il y a vingt ans ont évolué et sont affrontés dans un esprit différent par les générations actuelles. M. Denis de Rougemont a fait observer, notamment, que la culture des Pays de l'Est fait désormais partie intégrante de la culture européenne et ne saurait en être dissociée.

Nous jugeons superflu de souligner ici que



les convictions européennes de M. Denis de Rougemont ne datent pas d'hier et qu'il n'a pas attendu, pour faire le procès de l'Etat-nation l'avènement de son avatar le plus monstrueux, l'hitlérisme. Signalons l'un de ses derniers ouvrages, publié par Albin Michel, intitulé "Lettre ouverte aux Européens" et qui est l'un des plus convaincants qui aient été écrits à propos de l'union européenne. Ci-dessous, nous publions la préface que M. Denis de Rougemont a écrit pour la brochure du Centre Européen de la Culture consacrée au XXe anniversaire du Centre.

CHEMINEMENTS

Aux yeux de ses contemporains et pour l'Histoire, Robert Schuman restera l'homme d'Etat grâce auquel la première Communauté européenne put voir le jour. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il fut aussi le président de deux institutions d'un tout autre ordre, au sort desquelles j'avais eu le bonheur de l'intéresser activement: le Centre européen de la Culture, à Genève, puis, née du Centre, la Fondation européenne, aujourd'hui présidée par S. A. R. le prince Bernhard des Pays-Bas.

Dans quel esprit l'homme politique que fut essentiellement Robert Schuman jougeait-il la fonction de ces deux entreprises, si modestes au regard des réalisations de

Luxembourg, puis de Bruxelles? Relisant le précieux recueil de textes *Pour l'Europe*, réunis à la fin de sa vie, je trouve ces mots qu'on ne saurait souhaiter plus éclairants, et qui servent de titre au deuxième chapitre: *L'Europe, avant d'être une alliance militaire ou une entité politique, doit être une communauté culturelle.* Et dans ce chapitre, je souligne cette phrase: *L'unité de l'Europe ne se fera ni uniquement ni principalement par des institutions européennes; leur création suivra le cheminement des esprits.*

Les liens nécessaires et vitaux entre culture et politique, le « cheminement des esprits » vers des institutions européennes qui

favorisent la liberté plutôt que la puissance, et les personnes plutôt que les Etats, tel est sans aucun doute le thème commun à tous les textes ici réunis par le prétexte d'un anniversaire: le Centre européen de la Culture aura vingt ans à l'automne 1970.

* * *

Selon Littré, cheminement signifie « action de cheminer », et cheminer, « faire du chemin, surtout en ce sens que le chemin est long et qu'on le parcourt lentement ».

« Faire du chemin »: entendons cela littéralement. Les routes et les chemins sont tracés sur les cartes, hors de moi et sans moi, pour tous ou pour personne, mais le cheminement est mon activité, cette avance en la nuit, régulière, à tous risques, et qui crée le sentier sous mes pas... Le chemin contraint mais rassure. Le cheminement va librement à l'aventure — et peut s'y perdre.

L'homme qui chemine invente son itinéraire, balise l'inconnu, dépose des messages pour ceux qui, peut-être, suivront. Il signale ses échecs aussi, non moins intéressants que ses trouvailles. Et j'entends par échecs les impasses où il lui arrive de se fourvoyer, comme tout chercheur, bien content si ce n'est qu'une fois sur deux. Et il lui faut parfois revenir en arrière, vers un carrefour connu, un passage obligé, qu'il marquera par quelque signe convenu, quelque formule facile à retenir. C'est ce qu'on appelle se répéter — et cela m'arrivera plus d'une fois, non seulement dans ce recueil mais dans deux ou trois autres traitant de l'Europe. Ces retours (ou repères) sont utiles, au surplus, pour situer une démarche et l'orienter: sinon comment savoir si l'on avance, recule, ou tourne en rond dans les forêts de l'inconnu, la brousse des résistances à l'ordre de l'esprit?

* * *

Il y a vingt ans, quand le mot « Europe » apparaissait dans un éditorial, les fédéralistes pavoisaient. Aujourd'hui? Regardez les journaux de ce matin ou n'importe quel magazine, et vous pourrez mesurer l'avance

de l'Idée — ou faut-il dire la banalisation de l'entreprise d'union de nos pays?

Mais les jeunes me diront qu'ils ne sont pas frappés par les résultats de cette avance. Admettons-le: rien de moins « révolutionnaire » que le mode de progression par cheminement. Les pionniers ne sont pas des casseurs, les chercheurs n'arriveront nulle part en défilant, la poésie jamais ne sera « faite par tous ». Pourtant, le fourmillement universel d'inventions pas à pas, de créations quotidiennes, d'efforts patients d'infiltration de l'Idée, qui caractérise l'oeuvre des fédéralistes depuis vingt ans, évoque un autre sens du mot selon Littré: *cheminement* désigne aussi la « marche progressive des travaux offensifs d'un siège », et *cheminer*, c'est aussi « s'avancer vers une place assiégée, en parlant des mineurs qui travaillent sous terre, ou de l'artillerie et du génie qui poussent en avant leurs travaux ». Et voilà qui décrit l'action que l'on doit attendre de plusieurs des activités du CEC, dont la « Campagne d'éducation civique européenne » fournit sans doute le meilleur exemple. Il s'agit d'*investir* les obstacles à l'union, qui sont d'abord dans les esprits, non dans les faits. Traduisons: il s'agit d'éduquer, et c'est le domaine par excellence où patience et longueur de temps font plus que force ni que rage.

* * *

Un dernier sens du mot, d'après Littré: « Marche comparée des armes en troupes diverses ».

Voilà qui correspond, dans notre plan, à un développement concerté, donc à une *politique de la culture, de l'éducation et des recherches*.

Ce souci d'équilibre dans un mouvement d'ensemble, ou de pondération dynamique, explique la présence dans ce recueil de quelques textes sur la technique, ou l'université, ou le destin des arts, dont l'occasion ne fut pas l'une des activités propres du Centre, mais le service de l'Europe, qui est sa fin générale.

Denis de Rougemont

NICOLA BACIU

NICOLAE CEAUSESCU A WASHINGTON

Le Président roumain devait rendre au Président Nixon la visite que celui-ci a fait l'année dernière à Bucarest. C'était protocolaire. C'était aussi normal que le Président des Etats-Unis se rappelle l'accueil délirant de centaines de milliers de Roumains qui sont venus le saluer comme un nouveau Messie de leurs espoirs et de leurs souffrances, et qu'il voulût à son tour réserver au Président roumain un accueil des plus chaleureux.

Toutefois l'effort fait à la Maison Blanche pour donner une importance et une publicité exceptionnelles à cette visite « d'un paysan du Danube sur les bords du Potomac » prouve que celle-ci se situe plutôt sur une ligne politique bien tracée et suivie que sur des considérations protocolaires ou sentimentales.

Quand il y a un an le Président Nixon a annoncé sa visite à Bucarest l'événement a pris les proportions d'une bombe politique. Beaucoup pensaient qu'elle allait changer l'histoire de l'Europe et que le Président Nixon voulait démontrer par cette visite, *urbi et orbi*, que les accords de Yalta étaient devenus caducs, que les zones d'influence n'étaient plus exclusives, que les pays « satellites » n'avaient pas une « souveraineté limitée », mais une souveraineté entière et que les Etats-Unis entendaient les traiter et traiter avec eux d'égal à égal sur un pied de pleine indépendance et sans le contrôle et l'intermédiaire de Moscou.

A la suite de cette visite du Président Nixon à Bucarest beaucoup ont espéré des développements spectaculaires qui devaient mener ou à une rapide émancipation des pays de l'Europe de l'Est sous la botte moscovite ou à une confrontation et une dégradation des rapports russo-américains,

Et beaucoup on été déçus parce qu'ils s'attendaient à trop et trop rapidement.

En même temps on été déçus tous les autres peuples de l'Europe de l'Est qui suivent, le coeur serré, l'évolution de la situation en Roumanie dans l'espoir que l'exemple roumain fasse tache d'huile et soit suivi par les autres capitales satellites.

Bien entendu personne n'était assez naïf ni hors des réalités pour penser à un changement immédiat du régime communiste en Roumanie et à l'instauration là-bas d'une vraie démocratie. Mais beaucoup pensaient — compte-tenu des possibilités limitées de manoeuvre dont disposent les dirigeants de Bucarest — que parallèlement à l'indépendance conquise et affirmée avec tant de courage et de volonté dans leur politique extérieure des dernières années, ils allaient lâcher la bride et libéraliser le régime, à petits pas bien calculés et vers un régime similaire à celui de la Yougoslavie.

LE MARECHAL TITO : UN EXEMPLE A SUIVRE

En effet ce dirigeant « communiste » ce « marxiste » d'autrefois, ce combattant des brigades d'Espagne, a réussi en maintenant l'étiquette socialiste (mais en changeant le fond) à assurer aux peuples yougoslaves non seulement une totale indépendance politique, militaire, idéologique et économique vis-à-vis de Moscou, mais à transformer la faillite économique de son pays, initialement marxiste, en une économie de caractère ambigu mais qui a élevé substantiellement le niveau de vie de la Yougoslavie sous-développée.

Pourquoi Nicolae Ceausescu n'aurait-il pas imité le Maréchal Tito, non seulement en politique extérieure mais aussi dans sa poli-

tique intérieure? Il avait toutes les raisons de le faire. Il sait, comme le Maréchal Tito, que la doctrine marxiste est rétrograde, dépassée et que les progrès technique et technologiques l'ont rendue périmée. Il est conscient, j'en suis certain, de la banqueroute de l'économie agricole russe (en dépit de tous les progrès techniques dans ce domaine la récolte russe est aujourd'hui inférieure à celle de 1911) et du misérable niveau de vie du peuple russe.

Sa visite à Washington a donné à Mr. Ceausescu la possibilité de voir de ses propres yeux, comme l'a vu le Maréchal Tito, que le « régime capitaliste » assure aux hommes la plus grande liberté et prospérité au monde et que les ouvriers, (les prolétaires) des Etats-Unis vivent beaucoup mieux que les satrapes et les dirigeants communistes avec tous les privilèges qu'ils s'accordent eux-mêmes sur le dos du peuple. Il a vu de ses propres yeux non seulement la force immense et écrasante de l'industrie américaine mais l'efficacité économique de son système et la vie heureuse de tous les jours dans une vraie démocratie. Voilà pourquoi sous cet aspect la visite de Nicolae Ceausescu aux Etats Unis se solde par un bilan positif parce qu'il a eu l'occasion de comparer, comme l'a fait il y a longtemps le Maréchal Tito, les deux systèmes politiques. Et par comparaison on fait la lumière.

Je reconnais, personnellement, que je m'attendais à voir les dirigeants roumains suivre aussi avec prudence, habileté, mais avec détermination le Maréchal Tito dans sa politique intérieure. Je pensai que, dans sa confrontation pour l'indépendance avec Moscou, Nicolae Ceausescu essaierait d'avoir comme premier allié, non son parti communiste mais le peuple roumain tout entier. Et c'était facile de l'avoir. Je pensais qu'il allait redonner aux paysans roumains leurs terres confisquées et nationalisées par Anna Pauker en 1952. Le Maréchal Tito aussi a confisqué et nationalisé au début les terres des paysans yougoslaves, quand novice et naïf il suivait l'exemple moscovite. Mais en 1948-49, quand Staline a voulu le liquider, le Maréchal Tito a redonné les terres aux paysans et aujourd'hui 90% des terres arables de la Yougoslavie sont la propriété

privée de ces paysans (en Pologne d'ailleurs c'est la même situation). C'est pourquoi la situation alimentaire de la Yougoslavie est excellente et c'est pourquoi le Maréchal Tito a pu faire depuis 20 ans une politique de totale indépendance nationale. Il a derrière lui toute le peuple yougoslave, et d'abord les paysans qui sont prêts à mourir pour défendre leurs lopins de terre. Les peuples yougoslaves ainsi que le peuple roumain ont résisté aux invasions et aux occupations pendant deux mille ans par la cellule la plus puissante qui cimente un peuple — par sa colonne vertébrale, le paysan —. Parce qu'ils ont eu leur foi et leurs terres à défendre. Mais quand ils n'ont plus rien à défendre? Le travailleur? Il est douteux qu'il soit prêt à mourir pour défendre une usine, et ses outils qui ne lui appartiennent pas, et qui ne lui valent qu'un salaire de misère.

Le Maréchal Tito est allé par étapes plus loin, et c'est un autre pas qu'on attendait de Bucarest: il a réintroduit le petit commerce et le petit artisanat. Le résultat? Il y a des magasins partout ils sont pleins à craquer de produits divers et de qualité et on ne voit pas la queue lamentable et humiliante qui se fait en Russie à partir de 4 heures du matin pour 1 kg de pommes de terre.

En même temps le Maréchal Tito a décentralisé l'économie yougoslave en éliminant la bureaucratie centraliste qui rouille et paralyse toute l'économie des régimes communistes et il a introduit, sans honte et sans remords, le « profit » et la « libre concurrence » dans l'économie yougoslave en redonnant vie, élan et efficacité à un régime économique marxiste qui était amorphe et en banqueroute.

Sur le plan intellectuel les Yougoslaves jouissent aujourd'hui de la plus grande liberté parmi tous les pays « socialistes » en profitant pleinement des échanges culturels, techniques et scientifiques avec l'Occident. Le Maréchal Tito n'a pas peur de l'Occident. Il le recherche et même il fait une tournée en Europe pour renforcer ces liens et pour s'assurer qu'après lui ils vont continuer. Je ne serais pas étonné s'il faisait une demande en bonne et due forme pour

son entrée dans le Marché Commun.

Qui reconnaît dans le régime yougoslave d'aujourd'hui la barbe de Marx ou la moustache perfide et cruelle de Staline? Et qui peut dire si demain, après la mort de Tito une vraie démocratie ne sera pas introduite par ses successeurs « socialistes »?

S'IL LE VEUT

NICOLAE CEAUSESCU

PEUT REUSSIR

Admettons que « l'enfant terrible de Bucarest » veuille faire en Roumanie ce que le Maréchal Tito a fait en Yougoslavie. Dans quelles circonstances et comment pourrait-il le faire?

Evidemment Moscou monte la garde et surveille chacun de ses mouvements. Le souvenir de la honteuse invasion tchécoslovaque n'est pas de nature à pousser les dirigeants roumains vers des réformes structurelles en Roumanie. Le Parti même, dans les conditions actuelles ne lui laisse pas libéraliser le régime, pour garder ses privilèges et le pouvoir.

Et pourtant je crois que les solutions existent si existe LA VOLONTE de les trouver. Au préalable ou même en parallèle et par étapes doivent être créées les circonstances favorables pour de tels changements. Les circonstances en Roumanie ne sont pas les mêmes qu'en Yougoslavie.

Le Maréchal Tito s'est trouvé dans une situation privilégiée par rapport aux Russes: il n'avait pas une longue frontière commune avec eux et il avait l'Adriatique pour communiquer avec l'Occident. En plus, et c'est cela l'essentiel, il a bénéficié depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui d'une aide américaine de plus de deux milliards de Dollars.

L'économie yougoslave a bénéficié pendant 22 ans de cette aide massive des Etats-Unis et c'est ce qui a permis au Maréchal Tito de faire sa politique d'indépendance et ses réformes.

Voilà pourquoi je crois que sans une semblable aide économique et financière américaine l'évolution en Roumanie sera lente, sinueuse et douloureuse.

On ne peut pas faire une politique d'in-

dépendance et de réformes avec une économie fragile et qui est en plus à la merci de Moscou et des pays contrôlés par elle. Mais on peut le faire avec une économie solide et bien ancrée à l'économie de l'Occident.

Voilà pourquoi une substantielle aide américaine, un vrai « Plan Nixon » économique, doit être le résultat concret de la visite de Mr. Ceausescu à Washington.

Seulement dans ces conditions, grâce à cette aide économique, la Roumanie exploitée pendant 25 ans sans merci par Moscou, pourrait consolider son économie, prendre ses distances envers le Kremlin et procéder par étapes à des réformes internes et à la libéralisation de son régime.

Tant que les Etats-Unis ne lui accordent pas le régime du tarif préférentiel, accordé à la Yougoslavie, et les prêts à long terme de l'Export Import Bank accordés à celle-ci, les produits roumains ne trouveront pas de débouchés profitables et la Roumanie n'aura pas l'équipement industriel nécessaire à sa prospérité et son indépendance.

Elle restera pour longtemps encore subordonnée, à la merci de Moscou, parce qu'il n'y a pas d'indépendance politique sans indépendance économique.

Mais dans des conditions économiques favorables, appuyé solidement par les Américains et leurs alliés, Nicolae Ceausescu pourra — s'il le veut vraiment — entreprendre pas à pas les réformes du Maréchal Tito et libéraliser son régime communiste.

LE PRESIDENT NIXON ET LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST

L'expansion de la flotte soviétique en Méditerranée et la croissance de son influence dans le Moyen-Orient demandent plus que jamais l'émancipation des pays satellites des Balkans et leur neutralisation.

Condamnant, en qualité de sénateur, les néfastes accords de Yalta, Nixon devenu Président est allé en visite à Bucarest pour démontrer qu'il ne se sent pas lié par eux et qu'il entend et désire que les pays de l'Europe de l'Est aient leur propre identité, indépendance, souveraineté et politique.

Poursuivant sa politique de « désengage-

ment » en Extrême-Orient, et en Europe, le Président Nixon veut que le vieux continent assume le plus vite possible ses propres responsabilités pour la Paix et la stabilité du Monde. Mais pour que ce soit possible les pays de l'Europe de l'Est doivent être, dans une première phase, « désatellisés » et ensuite — dans la deuxième phase — liés à une Europe unie puissante et indépendante. Seulement ainsi l'Europe sera viable et pourra contrebalancer l'U.R.S.S.

Pour arriver à cette « désatellisation » le Président américain se réjouit des « contestataires rouges » et « des rebelles » de derrière le rideau de fer: Maréchal Tito et Nicolae Ceausescu. Et cela parce qu'il espère que d'autres dirigeants communistes vont suivre leur exemple. Pour les aider un peu il s'est déclaré prêt à faire d'autres visites par exemple à Budapest, à Varsovie, etc...

Le Président Nixon le dit lui-même sans équivoque et sans hypocrisie dans son message sur la politique extérieure des Etats-Unis du 18 février de cette année:

« By the same token, the United States views the countries of Eastern Europe as sovereign, not as part of a monolith. And we can accept no doctrine that abridges their right to seek reciprocal improvement of relation with us or others ».

Ensuite, en se référant à une étroite collaboration — qu'il entend poursuivre avec pleine vigueur — dans le domaine économique, culturel technique et scientifique, avec la Roumanie, le Président américain invite ouvertement les autres dirigeants des pays satellites à imiter l'exemple du Président roumain, pour avoir les mêmes bénéfices:

« A similar relationship is open to any Communist country that wishes to enter it ».

Et pour n'être accusé ni d'agressivité ni de perfidie, il explique dans le paragraphe suivant la raison de cette politique:

« Stability and peace in Europe will be enhanced once its division healed. The United States and the Nations of Western Europe have historic ties with the peoples and nations of Eastern Europe which we wish to maintain and renew ».

MAIS LES GRANDS MOTS ET LA RHETORIQUE NE SUFFISENT PAS...

De même que le Président Ceausescu ne peut demander au peuple roumain de se déclarer satisfait d'une seule politique de fierté nationale, le Président Nixon ne peut créer des exemples à imiter par d'autres dirigeants communistes, à l'aide des seuls grands mots, de rhétorique et de soutien moral. La politique se fait aussi — ou surtout — avec des gestes concrets et de l'or.

La Roumanie offre une occasion unique pour une nouvelle politique américaine en Europe de l'Est. Occupé par les Russes 12 fois dans les derniers 250 ans; profondément religieuse et réfractaire à l'idéologie marxiste; d'origine latine et fière de ses liaisons millénaires avec l'Occident, elle n'a pas de racines d'affinité ou d'amitié avec l'Union Soviétique. Ces racines ont été inventées et lui ont été imposées. Relations de bon voisinage et de paix, oui, elle le veut. Obéissance aveugle de satellite dominé, non.

Sur le plan économique la Roumanie peut devenir vite et facilement — avec l'aide américaine — le pays le plus prospère et le plus industrialisé, digne de faire partie de l'Europe. Elle a les matières premières nécessaires, les premières infrastructures industrielles et la main d'oeuvre en quantité et d'une qualité exceptionnelle. Mais la Roumanie a besoin de certaines matières premières qu'elle n'a pas, d'équipement, de machines, outils, de financements à long terme et surtout des débouchés américains et occidentaux pour ses produits. Sans cela elle reste dépendante et à la merci de Moscou et elle ne pourra devenir le bon exemple (à être imité par d'autres satellites) désiré par le Président américain.

En conclusion cette aide économique et financière américaine est une condition sine qua non, pour la réussite de la politique du Président Nixon, dans l'Europe de l'Est.

Moscou peut gronder un peu mais elle ne peut pas s'opposer ouvertement à cette coopération roumano-américaine surtout quand elle cherche partout et sollicite partout de telles coopérations économiques à l'Occident et au Japon.

number 12

europ east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE
REVIEW « BILLETIN EUROPEEN »

ROME

December 1970



DE GAULLE

Few men in this century have affected their country and their age as did Charles de Gaulle. Whatever one thought of his politics, the great force of his personality and the courage of his life cannot be ignored. He was a colonel in the French army in September of 1939, when World War II broke out. It was he who refused to accept the French government's surrender to the Nazis. Later, from London and Algeria, he marshalled the forces of the Free French to their ultimate victory.

His first chance at heading the French state came in 1944, when he was president of the provisional government. His second chance came when he emerged from his behind-the-scenes role to become president once again in 1958. He won a new constitution that increased his own strength, settled the Algerian problem, and opened the way for independence of France's African colonies.

De Gaulle came on the scene in times that favored his immense qualities of leadership. The war tested the strength of his moral leadership and his generalship. The postwar years offered him a period of wandering political trends in which a great politician can make for himself a position of power and influence. Although his ambitions were not always democratic, and his methods sometimes royal, De Gaulle met the times head on and conquered them with the force of his personality.

The extraordinary handwritten statement left behind by DeGaulle dictating his funeral wishes suggested his style as a man—aloof, haughty, alone. He described the most modest of funerals for himself—with wife and a few townspeople present, and stipulated, "no president, no minister, no representatives of the National Assembly." I do not want a national or state funeral.

The age of great men of towering stature and commanding statesmanship has passed with the death of Charles de Gaulle.

SVETLANA SKEPTICAL OF KHRUSHCHEV MEMOIRS

Josef Stalin's daughter Svetlana Alliluyeva says many references to her in the first segment of the controversial "Khrushchev memoirs", now appearing in Western publications, are fallacious, according to a report published in the New York Times.

In an article signed by long-time Moscow correspondent Harrison E. Salisbury, Svetlana, now Mrs. Wesley Peters, denies a number of claims made in the book, which has raised a considerable stir in the West about its authenticity.

According to Salisbury, Mrs Peters told the newspaper her recollection of certain events described in the book

contradict the Khrushchev version.

For instance:

— The book describes a New Year's party at Stalin's country home in 1952 when Stalin allegedly grabbed his daughter by the hair and dragged her to the dance floor after she protested that she was tired. Mrs Peters said, according to the Times, "I spent New Year's Eve 1952 with my friends in Dom Kino, the cinema club".

— The book cites Khrushchev as claiming he used to be invited regularly to family dinners at Stalin's apartments. Mrs. Peters said she remembers no family dinners with Khrushchev present.

Newsweek calls Khrushchev memoirs 'concoction'

Newsweek magazine says there is "strong evidence" that the Khrushchev recollections published in Life magazine were concocted by Soviet intelligence agents from past statements, writings and possibly tapes of former Premier Nikita S. Khrushchev.

In an article which coincided with Life's publication of the first of four installments from the forthcoming book "Khrushchev Remembers", Newsweek said there were "some Western Soviet specialists who believe "Khrushchev's statement that the book is a "fabrication".

"These experts contend that there is strong evidence pointing to the fact that the whole project was concocted by Soviet intelligence — specifically by the

so-called 'Misinformation Department' of the KGB — from the vast bulk of the former premier's statements and writings, and perhaps from taped private conversations as well".

"The crucial decision" to release the documents to Life probably came from the politburo. It offered two theories for why the action was taken.

Experts believe it likely, Newsweek said, "Moscow hopes that the furor over the Khrushchev book may cast doubts on the authenticity of all underground writing coming out of Russia".

It was equally possible, the magazine said, that the release resulted from "an arcane power struggle" between moderates and conservatives jockeying for

position before an important Communist Party congress in March.

"Thus, Khrushchev's anti-Stalinist memoirs may have been released in order to check neo-Stalinist tendencies. Or,

conversely, hard-liners may have planted the recollections in the west as a means of discrediting the moderates as anti-Soviet in the eyes of their comrades", Newsweek said.

Pope restricts older cardinals

Pope Paul withdrew from cardinals 80 or older the right to elect Popes and hold Vatican office.

The aim was to rejuvenate the Roman Curia — the central offices of the Roman Catholic Church — and the secret "conclaves" of cardinals, the only men permitted to vote for a Pope.

It also immediately rekindled speculation about a possible retirement by the Pope himself, who is 73.

The Pope's order came in a *motu proprio* (a document by his own hand). It follows by four years a dramatic appeal by the Pope to bishops to voluntarily retire from active office at the age of 75.

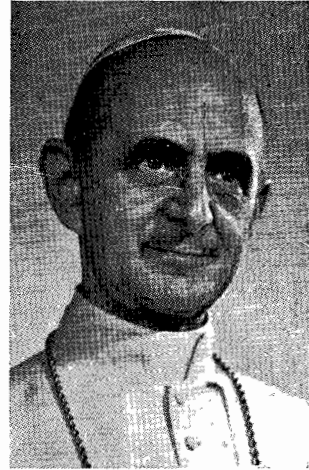
Since then there has been talk — never commented upon by the Vatican — that the Pope may be thinking of retiring himself.

Paul's two immediate predecessors, Pius XII and John XXIII, both died in office above the age of 80.

The Pope's '*motu proprio*' said that cardinals cannot even enter the conclave hall where voting for a Pope takes place if they are 80 or above.

He said however that if a cardinal turns 80 while a conclave is in course he can stay on.

In any case, he said, prelates remain members of the sacred college of cardinals — the elite princes of Catholicism



— until they die.

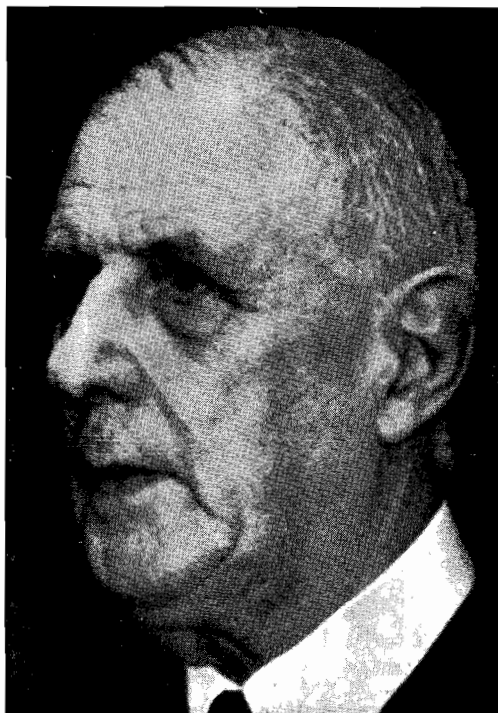
The decree goes into effect January first.

It has the effect of expelling from the Roman Curia — the central church administration — and from "other organisms of the Holy See and Vatican City" any cardinal 80 or above.

The document did not say anything about cardinals who are in pastoral jobs heading archdioceses. There remains no mandatory retirement age for them. However they no longer can vote for a Pope if they are 80.

In August 1966 the Pope stunned many Catholic circles by asking all bishops and cardinals to voluntarily give up their administrative positions at the age or 75.

CRUCIAL EPISODES IN THE LIFE OF DE GAULLE



De Gaulle went from the Jesuit College, where his father taught, to the military school at St. Cyr when he was 21. By this time he was already showing unusually brilliant theories about France and warfare.

Fate threw him under the command of Col. Henri Philippe Pétain who, as marshal in World War II, was to be his adversary.

As a first lieutenant De Gaulle was

wounded three times during World War I and finally captured by the Germans. It was typical of the man that during his captivity he learned German — to help him escape, but also to permit him to discuss the war with his captors and write a book later on the subject.

Being tall made him too conspicuous as an escapee to remain free for long.

After the war he was posted to St. Cyr to teach history and became conspicuous for his ideas. As an officer training for high command at the Ecole Militaire school in Paris, his original, advanced and unorthodox ideas consistently won the mock battles held at the school. Pétain, by now commander-in-chief of the French Army, asked him to write them in report form.

By 1932, as general secretary of the High Council for National Defense, De Gaulle became friendly with numerous politicians who believed in his ideas and tried to have the national assembly support them, but without much result.

World War II came with its German Panzers and proved De Gaulle's ideas to be right. In May 1940 he was promoted to brigadier-general — the highest military rank he ever attained — and was given a divisional command. He counter-attacked and in places forced the crack divisions of Nazi General Heins Guderian to retreat, but there was no stopping the flood of German armor.

Nationalités, minorités nationales, groupes ethniques variés, traditions religieuses et langues diverses dans la grande marche vers un avenir yougoslave et peut-être... européen :

Yougoslavie creuset européen de nations

une enquête de

C. MICHAEL-TITUS

qui découvre les doutes et les espoir, les échecs et les succès de l'entreprise européenne la plus complexe

En 1968, le CEDI, à son Congrès annuel, à Alvor, au Portugal, avait inscrit, parmi les thèmes de ses débats, le problème des ethnies européennes. Aujourd'hui notre Bulletin se fait un point d'honneur d'essayer d'apporter une contribution à ce problème ethnographique européen, problème d'extrême importance: nous croyons en effet que l'Europe de demain devrait être conçue comme l'Europe de toutes les nationalités, minoritaires aussi bien que majoritaires, sur un pied d'égalité. Ce n'est que dans ces conditions que la nouvelle Europe évitera les erreurs du passé et pourra espérer un avenir de paix et de justice sociale et nationale pour tous les hommes et pour toutes les communautés ethniques.

Seules la Suisse et la Yougoslavie ont affronté et, semble-t-il, résolu ce problème et, à l'heure où le maréchal Tito fait tout son possible pour orienter les destinées de son pays vers la communauté européenne, car il se sent occidental et il comprend que l'avenir de la Yougoslavie est un avenir européen, son pays devient un peu le point de mire de tous ceux qui pensent à l'Europe de demain. La Yougoslavie est en effet une république formée de plusieurs petites républiques fédérées au sein de la grande communauté yougoslave: ceci peut donc représenter un exemple ou un point de départ valide, pour la grande expérience européenne. Ce qui est certain c'est que les pères de l'Europe de demain et tous ceux qui s'intéressent au destin de notre continent regardent la Yougoslavie afin de mieux connaître les succès, parfois les échecs mais toujours les espoirs d'une fédération déjà existante au sein de l'Europe.

Pour éclairer tous les aspects du problème de l'union européenne dans son espace géographique et historique (de l'Atlantique à la Mer Noire, Russie exclue) notre correspondant à Londres, C. Michael-Titus a mené l'enquête dont nous commençons la publication dans ce numéro et qui se poursuivra dans les numéros suivants du Bulletin Européen.

PREMIERE PARTIE

**De l'état individuel à l'état fédéral,
en passant par le collectivisme
pour parvenir à la liberté individuelle**

Dans le vacarme fait par les arguments que chaque pays avance en faveur ou contre telle ou telle admission au sein des Communautés européennes, dans le vacarme savant produit par les diverses thèses quant à la nature et l'unité européenne futures, acteurs

et spectateurs de l'Europe de nos jours oublient, évidemment, les détails.

Un de ces détails est la question des minorités nationales, des groupes ethniques ou des groupes relativement restreints de gens que l'histoire a condamnés pour toujours à l'état minoritaire au sein d'une population majoritaire, une majorité nationale homogène. Dans la plupart des cas, il s'agit de groupes ethniques détachés depuis toujours ou depuis assez longtemps du

tronc principal national ou, comme dans le cas des Celtes et des Aroumains, de groupes ethniques qui, depuis l'Antiquité, n'ont jamais réussi à accéder à l'état national proprement dit. Une étude spécialisée de ces catégories d'Européens prouverait qu'il s'agit au fond de deux sortes de minorités: *les minorités nationales proprement dites*, celles qui sont formées par des branches pleinement développées d'une nation quelconque dont l'histoire les a séparées. Ces minorités vivent au milieu d'autres nations et là où le processus d'assimilation n'a pas été totalement imposé ou les conditions d'assimilation entièrement favorables, ces minorités parlent encore la langue de la nation dont elles font partie et cultivent les mêmes traditions sociales et religieuses que les nations principales dont elles ont été séparées. Il y a, ensuite, *les groupes ethniques* qui ont survécu à la disparition des grandes peuplades de l'Antiquité et qui se sont maintenus sans jamais former une nation proprement dite et sans jamais se rattacher à un groupe national apparenté. Les exemples les plus frappants sont ceux des Celtes répandus surtout en Grande Bretagne et en France et des Aroumains répandus en Grèce, en Yougoslavie et en Bulgarie. Ces groupes ethniques ont gardé leur langue des temps immémoriaux, mais cette langue en grande partie orale, est considérée aujourd'hui dialecte. Ils ont gardé aussi des traditions sociales et des pratiques, dans leur vie quotidienne et dans leur croyance religieuse, qui leur sont spécifiques et qui, aux yeux des chercheurs avisés, représentent les vestiges authentiques des premières civilisations de notre continent.

Minorités nationales pleinement développées en tant que peuples rattachés de par leurs langues et de par leurs traditions à des nations existant dans d'autres frontières ou simplement groupes ethniques qui ont survécu aux grandes transformations apportées par l'histoire sans jamais accéder à l'état national, tous sont là en Europe pour poser le problème peut-être le plus difficile à la conscience que les Européens voudraient donner à l'unité de demain.

Ces minorités nationales et ces groupes ethniques sont tous aujourd'hui englobés dans des nations principales et depuis toujours, ou au moins depuis des siècles, ils ont partagé le sort de ces nations. L'assimilation inévitable à travers les générations a,

sans doute, englouti beaucoup de ces gens dans la masse du peuple au sein duquel ils vivent, mais une grande partie est restée à l'état originaire de minorité, quel que fût le régime dont elle ait joui.

Il nous serait très facile de dire que dans la formation future de l'Europe, la destinée de ces minorités ou groupes ethniques devrait rester du ressort des nations au sein desquelles ils vivent. Ce serait essayer de former une nouvelle Europe qui hériterait automatiquement d'une structure qui n'est que trop vieille et par conséquent inadéquate pour ce que l'Europe de demain devrait être. Si l'Europe de demain doit être une Europe de meilleure justice sociale et de paix entre les nations qui l'ont tant déchirée et bouleversée par le passé, alors le statut européen de ces minorités et de ces groupes ethniques de partout devrait être négocié et déterminé avant que toute décision sur le sort de l'unité européenne ne soit prise. Ces minorités et ces groupes ethniques qui n'auront pas de siège autour de la table ronde européenne doivent avoir leur propre chapitre dans l'histoire de l'unité européenne. Certes, la solution n'est ni facile ni rapide à trouver et c'est en quête d'une solution que je me suis tourné vers la Yougoslavie, le pays européen avec le plus grand nombre de minorités nationales et de groupes ethniques. J'ai voulu voir comment la République Fédérale Yougoslave s'y est prise pour faire vivre ensemble 23 nationalités majeures, minoritaires et groupes ethniques en dehors d'une proportion assez importante de citoyens de nationalité inconnue ou non déclarée.

Il y a en Yougoslavie à l'heure actuelle un état de choses européen; il s'y passe une expérience européenne dans le vrai sens du mot, dont l'Europe devrait être consciente, car il est fort possible que du succès ou de l'insuccès qui seront enregistrés là bas, se dégagent des leçons utiles. Les Européens ne peuvent pas se permettre le luxe d'ignorer ces leçons.

Régime constitutionnel

Dans un documentaire intitulé: « *Les Relations entre les peuples et les minorités nationales en Yougoslavie* » (Medunarodna Politika, Beograd, 1969, No. 29), le Docteur Ko-

ca Joncic nous apprend que: « *Un habitant sur dix est membre d'une minorité nationale* » (p. 7). En effet, la Confédération yougoslave compte six républiques et deux régions autonomes. Dans ce cadre complexe, selon l'article 41 de la Constitution, « *la liberté d'expression de sa nationalité et de sa culture aussi bien que la liberté d'utiliser sa propre langue, sont garanties à chaque citoyen* ».

L'article suivant, nous apprend aussi que les langues et les alphabets des peuples de Yougoslavie sont considérés égaux. Dans l'esprit de ces principes constitutionnels il y a des lois qui garantissent aux membres des diverses nationalités le droit d'avoir des écoles dans leur propre langue sur le territoire d'une autre république que celle où la langue respective serait majoritaire.

Un fait significatif est aussi qu'en Yougoslavie il n'y a pas de langue officielle de l'Etat. Selon l'amendement n. 19 de la Constitution fédérale, la parité de droit des diverses langues qui sont parlées par les nationalités de Yougoslavie, est encore mieux précisée: « *Afin de réaliser complètement l'égalité des peuples et des minorités nationales, l'usage dans des condition d'égalité, des langues et des alphabets des peuples et des minorités nationales dans les régions habitées par des nationalités diverses, sera assuré par statut, par règlements pris par des communautés sociales-politiques et par des règlements de travail et par d'autres organisations, qui prescriront aussi le mode et les conditions de leur application* » (parag. 2).

Dans le paragraphe 3 du même amendement il est encore précisé:

« *Les membres des minorités nationales auront en conformité avec les Constitutions républicaines et les statuts, le droit d'utiliser leur langue dans l'exercice de leurs droits et dans l'accomplissement de leurs devoirs et dans les formalités et procédures par devant les autorités de l'Etat et les organisations qui exercent le pouvoir public* ».

Quant à la vie culturelle de ces minorités nationales, le Docteur Joncic précise dans son documentaire cité plus haut: « *Le droit de cultiver et de développer sa propre culture en tant que droit collectif complexe aussi bien qu'individuel, implique un nombre séparé de droits pour le développement culturel, artistique, scientifique, informatif, le droit de publier ou d'exercer d'autres acti-*

vités des minorités nationales, comme par exemple: la formation de sociétés et d'associations spéciales de caractère culturel-éducatif et artistique ou des sections nationales dans des sociétés organisées territorialement pour favoriser des amateurs culturels dans des langues minoritaires » (p. 48-49).

J'ai appris que selon les lois qui régissent l'activité culturelle et artistique des minorités en langues minoritaires, il est possible d'organiser des centres d'éducation pour les adultes, d'ouvrir des théâtres professionnels ou d'amateurs, de publier des journaux et d'utiliser les ondes disponibles aussi bien que la télévision. En effet, rien ne paraît avoir été négligé par la constitution fédérale yougoslave pour l'affirmation spirituelle, politique et administrative des minorités nationales.

Le pouvoir et l'individu

On ne peut pas vivre en Yougoslavie plus d'une semaine, parler avec les habitants et se déplacer d'un endroit à l'autre sans prendre conscience d'un fait: en Yougoslavie, le pouvoir s'exerce de bas en haut.

La Commune est la cellule administrative-sociale-politique de base du pays. Dotée d'une assemblée démocratiquement élue, la Commune urbaine correspond à une ville, mais la Commune rurale englobe souvent plusieurs villages, chacun étant proportionnellement représenté par l'entremise des conseils de village. La Commune yougoslave est une autorité presque complète, car elle administre l'éducation locale, les impôts, la police aussi bien que la bonne marche des affaires courantes. Les Yougoslaves vivent intensément la vie de leur pays à travers la Commune. Progressivement, les autorités fédérales ont cédé et sont en train de céder beaucoup de leurs attributs aux autorités républicaines et celle-ci, à leur tour, cèdent certaines de leurs attributions à la Commune. J'ai trouvé la Yougoslavie en plein processus de cession progressive de ces attributions républicaines aux Communes et plus d'un représentant officiel au niveau fédéral et républicain m'a affirmé que la signification de ce processus politico-administratif correspond à l'idée prédominante chez les communistes yougoslaves. « *Le communisme ne doit pas agir et se trouver présent dans la vie quotidienne de l'individu* », telle pourrait être cette philosophie spécifiquement

yougoslave ramenée à l'état de principe formulé brièvement.

Le communisme en Yougoslavie contrôle au niveau fédéral l'économie, les finances, la défense et la politique étrangère. Il guide et détermine le cadre national dans lequel cette vie respire à tout moment du jour ou de l'année. L'individu yougoslave ne connaît pas les affres de l'orthodoxie communiste obligatoire et il n'est pas appelé à appliquer une ligne de parti dans telle ou telle activité administrative, culturelle ou professionnelle au niveau de la Commune, quel que soit le degré de sa responsabilité.

« *La différence entre nous et ceux de l'Est est que là-bas on essaie de sauver un système sans égard pour l'homme, cependant que chez nous l'homme est plus précieux que le système* », me déclarait un jeune officier à Belgrade et j'ai trouvé les mêmes préoccupations chez les officiels roumains ou serbes à Vrsec aussi bien qu'à Nis ou à Skopje.

Il est évident que ceux qui sont membres de la Ligue des Communistes agissent en tant que communistes là où ils travaillent ou exercent une activité culturelle ou politique, mais le communisme dans cette circonstance n'est présent que dans la personne de ce membre et non pas en tant qu'organisation de parti qui soumet tout aux objectifs dogmatiques défendus par des doctrines desséchés, cachés comme des éminences grises dans des bureaux où personne ne pénètre jamais. Le communisme est donc une affaire d'option personnelle car, en Yougoslavie, les Communistes essaient d'appliquer à la lettre l'idée selon laquelle le parti doit être l'avant-garde du peuple dans le sens idéologique. Le même principe d'option personnelle est appliqué à l'appartenance à une nationalité ou à une minorité nationale. Ces deux aspects: l'appartenance politique et l'appartenance nationale sont en apparence sans aucun rapport, mais dans la réalité yougoslave ils sont étroitement associés, car ils font partie du processus psychologique de formation de la nouvelle société yougoslave. Sur ce point, je cite encore le Docteur Joncic, qui au commencement du premier chapitre de son documentaire cité déjà, écrit:

« *La structure multi-nationale du pays est une réalité qui se fait sentir dans toutes les relations sociales. C'est pourquoi il faut, à tout moment compter avec cet élément essentiel du développement du pays* ».

Il s'agit donc d'une harmonie qu'il fallait créer entre la politique et la nationalité et cette harmonie ne pouvait se réaliser qu'en ramenant les deux à l'individu, à sa conscience et surtout à sa décision.

L'Etat ne fait donc qu'enregistrer la décision de l'individu d'appartenir à telle ou telle nationalité, minorité nationale ou groupe ethnique. Comme l'ethnicité ne s'exprime légalement en Yougoslavie qu'à travers la langue, on peut en principe se déclarer de la nationalité de son choix ou refuser d'en avoir une, restant ainsi simple citoyen yougoslave. Selon le recensement de 1961, 317.000 citoyens yougoslaves n'ont déclaré aucune nationalité et 14.000 ne s'en connaissent aucune.

Dans le cadre légal et administratif de la Commune, l'appartenance politique aussi bien qu'ethnique devient donc une question qui relève entièrement de la conscience individuelle. C'est un système qui assure un très haut degré de liberté individuelle surtout lorsqu'il s'agit de liberté de conscience car il faut se rappeler que, du point de vue politique, la Yougoslavie se trouve toujours sous le régime du parti unique.

En ce qui concerne la vie de l'individu en tant que citoyen ou membre d'un groupe ethnique ou d'une nationalité quelconque, j'ai trouvé que la liberté dont il jouit à ce point de vue n'a rien à envier à celle dont jouissent les citoyens des plus vieilles démocraties européennes. Il en serait autrement si l'individu, de son propre chef ou à travers une organisation, passait à l'action politique hostile à l'ordre social et politique de l'Etat.

Rien n'empêche, par conséquent, les membres de l'assemblée communale de défendre les intérêts culturels d'un groupe ethnique ou d'une minorité nationale et rien ne s'oppose à ce que, sur la constatation de l'évidence, l'enseignement primaire et secondaire ne soit donné dans la langue d'une minorité; soit dans des écoles exclusivement en cette langue, soit dans des classes parallèles dans des écoles d'une langue majoritaire. Ni les autorités fédérales ni celles au niveau républicain n'ont le pouvoir d'arrêter ou d'entraver de pareilles décisions prises par une assemblée communale. Au niveau fédéral, il n'y a d'ailleurs pas de Ministère de l'Instruction publique.

(à suivre au prochain numéro)

Only a fortnight before the completion of the disaster of France De Gaulle became under-secretary of state for war in Paris. He tried to persuade the government to fight on from North Africa but failed.

De Gaulle sent his wife Yvonne a telegram telling her to take herself and their three children up to the Channel coast and then, with not much more than his own personality, set out himself for London.

Few people had ever heard of the man who stood before the microphone at the British Broadcasting Corporation's London studios June 18 and called on Frenchmen to continue to fight the Germans.

"France has lost a battle. She has not lost the war," he proclaimed.

The Vichy government of France stripped him of his citizenship and sentenced him to death in his absence, but De Gaulle continued to wave the double-barred Cross of Lorraine flag and men began trickling into his army in London.

He irritated and annoyed allied leaders for four years partly in an effort to get more recognition of his needs for France and probably partly to convince his own countrymen he was not just a puppet of the allied leadership.

"Of all the crosses I had to bear the heaviest was the Cross of Lorraine," Sir Winston Churchill wrote in his memoirs.

De Gaulle himself recalled the "harsh and painful incidents that often rose between us because of the friction of our two characters, the opposition of some of the interest of our two countries and of the unfair advantage taken by England of wounded France."

When the allied armies landed in Normandy June 6, 1944, De Gaulle had

to wait. He did not get ashore until a week later.

But he did manage to be in Paris the day after French and American troops entered and to march down the Champs Elysees to delirious cheers—and the sounds of German troops still sniping nearby.

Only De Gaulle's maneuvering prevented the Communists from seizing control of Paris and, possibly, of France. The French asked him to assume the premiership in November 1944.

But the strong Communist faction fought with him over control of key ministries. The Socialists opposed him over the size of the defense budget. Parliament chafed over his impatience with the parliamentary procedure of the day.

Impatient with the continual wrangling of political parties and unwilling to remain in a regime which had little real power, De Gaulle walked out Jan. 20, 1946 and went to his country home at Colombey-les-Deux-Eglises 120 miles east of Paris.

A year later he formed the rally of the French People political party and took a quarter of the seats in the national assembly. But even this could not overcome the political stagnation into which France had sunk and six years later he released his deputies from their pledges.

At Colombey he kept in touch with political developments and wrote his memoirs. The chance he awaited did not come until 1958.

By the end of 1957 the country was wallowing in the death throes of the Fourth Republic. Only occasionally was a voice heard calling for De Gaulle to return.

The Bourges-Maunoury government fell at the end of September 1957, the

latest in a long line of regimes that were totally inadequate for the job of controlling the country. Felix Gaillard, a relative newcomer, took over the premiership by the end of the year.

The Gaillard government was defeated in April 1958 and the political machine spewed up another headed by Pierre Pflimlin, who had served as minister in 15 previous governments but never as premier.

Pflimlin came to power facing a crucial problem in French Algeria. Since 1954 the Algerian Moslems had been waging a war in support of Algerian independence from France, who had poured men, arms, and money into the battle.

By the time Pflimlin's cabinet was announced on May 12 the Frenchmen in Algiers, including many leading soldiers, had had enough. They issued a manifesto demanding a "government of public safety."

Commander-in-chief in Algeria Gen. Raoul Salan took matters into his own hands and sent paratroopers to occupy government buildings. A public safety committee headed by Salan and paratroop Gen. Jacques Massu was set up and Salan announced he had "provisionally taken over the responsibility for the destiny of French Algeria."

In Paris the Pflimlin government tried to save face by announcing it had "entrusted Salan to ensure maintenance of order in Algeria."

But Salan and Massu, aided by one of De Gaulle's staunchest supporters, the able and scholarly Jacques Soustelle, went further. They appealed to De Gaulle to form a government "free from the regime of the parties."

In Paris there were demonstrations and street battles. Against the background of near civil war De Gaulle remained superbly cool and only broke

his silence when he believed the right moment had come.

"Once before the country, at its lowest ebb, gave me its confidence to lead it in its entirety towards salvation. Today, faced with more trials looming up, France should know that I hold myself in readiness to assume the powers of the republic," he said.

The Communists, trade unions and other left-wing elements accused him openly of "throwing of the mask... demanding personal power to set up a military dictatorship."

In Algiers 100,000 persons demonstrated their joy in front of Government House. Demonstrations continued in France. De Gaulle waited quietly at Colombey as Pflimlin's shaky government struggled.

A week after the revolt in Algeria De Gaulle called a news conference and hammered the theme that the political parties were out of date and only one man could run France.

"I am one man alone. I am a man who belongs to nobody and yet to everybody," he cried.

"The republic?... I restored its arms, its laws, its name. I fought the war to win victory for France. I did it in such a way that I was also a victory for the republic."

Five days later the Algerian revolt spread to Corsica. Four days after that Pflimlin resigned and President Rene Coty asked De Gaulle to form a government.

De Gaulle took over the reins of government fully confident he could set up a virtual one-man rule nation in order according to his own tenets. He asked and received special powers.

He reshaped the constitution to make it impossible for parliament to throw out government after government.

Henceforth it was De Gaulle who named the premier.

Soviets warn youth and scientists

The intensive campaign for ideological orthodoxy being waged in anticipation of the 24th Communist party congress next March was advanced today with a warning to scientists and youth to beware of bourgeois infiltration from abroad.

A front-page Pravda editorial, Nov. 23 in a sweeping demand for "heightened vigilance, decisive struggle against bourgeois ideology and the penetration of views and mores alien to socialism." addresser itself particularly to the prestigious Lebedev Institute of Physics.

The most influential newspaper of Soviet communism, citing a recent resolution of the Communist party's ruling central committee, sharply criticizing the institute said:

"The Central Committee emphasized the necessity of systematically waging propaganda among scientists for the Marxist-Leninist understanding of contemporary political, socio-economic, and philosophical problems and for uncompromising attitudes toward the ideological conceptions of anticommunism and revisionism".

One of the leaders of the institute is academy member Andrei Sakharov, the country's most eminent physicist and the gadfly of the Soviet establishment. For several years, he has been petitioning the authorities for urgently needed basic political and economic reforms.

Sakharov announced to a startled world that he and two of his younger associates had launched a private watchdog committee on human rights — an

unprecedented act of defiance of authority here.

Pravda further urged "the inculcation of absolute intolerance of bourgeois ideology, and morality among the youth".

The paper named the United States as the champion of anti-communism and said:

"American imperialism which is experiencing severe jolts and major failures in its domestic and foreign policies is exerting increasing efforts for political and ideological sabotage against Socialist and Communist countries..."

The jamming of Russian-language Voice of America broadcasts has been intensified recently and the Soviet media, several times, attacked the United States Information Agency (USIA) and its director Frank Shakespeare personally.

Pravda also recalled that the organization of Moscow Communists recently lashed against the few remaining slightly avant-garde municipal theaters for offering "immature works and efforts to distort the ideological and artistic essence of the classics in the guise of new interpretations".

The newspaper cited the warning of Leonid I. Brezhnev, the General Secretary of the Communist Party, against underestimating the dangers of "bourgeois ideology".

"Experience has shown that on the soil of such underestimation can be sown the poisonous seeds of ideological doubt.

Kadar: Hungary ready for diplomatic ties with Bonn

Janos Kadar, first secretary of the Hungarian Communist Party, said Hungary is ready for diplomatic ties with West Germany if Bonn succeeds in cementing relations with other Communist countries.

Kadar spoke for four hours in a keynote speech to his party's quadriennial congress. Soviet Party Leader Leonid I. Brezhnev sat in the front row of the rostrum beside Kadar, but East German leader Walter Ulbricht was conspicuously absent, apparently in protest more against Kadar's liberal domestic policies than his foreign policy.

"If the Brandt-Scheel government (in Bonn), resisting the reactionary and chauvinist forces of its own country, has adequate political resoluteness to continue its initiative (toward Eastern Europe), then there will be no obstacle to a full solution of inter-state relations with the socialist countries," Kadar said. "As soon as the situation is mature, we are ready to further develop our relations with the Federal Republic of Germany including, in the final resort, the regulation of diplomatic relations."

Kadar noted that West Germany's recent treaties with Russia and Poland remain unratified and that Bonn has yet to recognize East Germany.

Kadar implied that recognition of East Germany was a condition for Bonn-Budapest relations. But he did not say so in so many words, indicating the Hungarians might be willing to overlook this point.

Kadar repeated the familiar Commu-

nist formulas on Vietnam and the Middle East. But he indicated a change in the Soviet bloc's attitude toward Communist China.



In Genoa on Saturday, Nov. 28, 1970, our beloved director, Prof. GIORGIO DEL VECCHIO, passed away.

Above is a photo of his last appearance in public, Apr. 29, 1967, on the occasion of the inauguration of the Dragan European Foundation in Rome.

FOR OUR FRIENDS

All correspondence and eventual requests to collaborate with « Europeast Bulletin », should be sent to the following address:

Largo Chigi, 19 - ROMA

ROLF WANGEMANN

Lettres d'Allemagne

Une paix impossible

Au cours des négociations entre l'Allemagne et la Pologne, on a fait allusion à la paix à conclure avec l'Allemagne. Selon les accords de Potsdam de 1945, le traité de paix devrait fixer définitivement les frontières entre l'Allemagne et la Pologne.

Mais cette paix entre les alliés et l'Allemagne sera-t-elle conclue ?

La réponse est vite donnée : cette paix ne sera pas. La raison en est simple : l'empire allemand de la seconde guerre mondiale — avec lequel cette paix devrait être conclue — n'existe plus. Ni la République Fédérale, ni la République Démocratique n'ont jamais fait la guerre, si bien que les alliés n'ont plus d'adversaire avec lequel conclure la paix. Dans le cas où la République Fédérale et la République Démocratique devraient se réunir pour former un Etat unique — ce qui pour l'instant ne paraît guère probable — le nouvel Etat allemand serait, lui aussi, une entité entièrement nouvelle qui n'aurait rien à voir avec le vieil Empire et ses guerres perdues, tout comme l'Empire de Bismarck n'avait rien à voir avec l'Empire de Charlemagne.

L'idée d'une fin de guerre sans traité de paix semble étrange, mais il y a des précédents. Rappelons seulement l'exemple de la Tchécoslovaquie après la première guerre mondiale. La CSR de 1918 était le successeur de l'Empire des Habsbourg, comme l'étaient l'Autriche et la Hongrie. Le peuple tchécoslovaque tout entier avait combattu sous les drapeaux autrichiens dans la première guerre mondiale. Mais aucun des vainqueurs d'alors n'a jamais pensé qu'il devait conclure une paix avec la Tchécoslovaquie justement parce qu'il y avait un nouvel Etat qui ne voulait pas être une continuation de l'Empire des Habsbourg dont il se sentait l'antagoniste.

Or, dans le cas qui nous occupe, aussi bien la République Fédérale que la Répu-

blique Démocratique n'ont rien à voir avec l'Empire d'Hitler.

On pourrait dire que même si les deux Etats allemands se sentent en contraste avec l'Empire d'Hitler, ils n'en sont pas moins la continuation du vieil Empire allemand d'avant Hitler, la République de Weimar. Mais ce n'est pas exact : aussi bien la République Fédérale que la République Démocratique omettent volontairement tout ce qui peut les rattacher au vieil Empire et ont tranché tous liens avec le passé. L'une et l'autre ont voulu recommencer ex novo.

Pour ne parler que de la République Fédérale : la Loi dite fondamentale est bien différente dans sa structure de la Constitution de Weimar. Le Conseil Parlementaire qui a créé cette loi n'existait pas au temps de la République de Weimar, de même que n'existaient pas grande partie des «Länder» qui composent aujourd'hui la République Fédérale. En 1949, en Allemagne, s'est ouverte une ère entièrement nouvelle. La République Fédérale et la République Démocratique ne sont pas l'Empire allemand, ni même sa continuation. Au moment où sont nées ces deux Républiques le vieil Empire a cessé d'exister. Et il en résulte que la signature d'un traité de paix est impossible puisque manque l'une des deux parties contractantes.

Cette situation ne pouvait être prévue au moment des accords de Potsdam qui envisageaient la création d'un nouveau gouvernement allemand avec lequel pouvait être conclu un traité de paix. Mais en 1949, déjà tout était modifié : avec la création de deux nouveaux Etats allemands, un traité de paix devenait superflu. Et, bien entendu, un tel traité n'est pas nécessaire pour normaliser les relations de la République Fédérale avec les Etats du bloc oriental ou celles de la République Démocratique avec les Etats occidentaux, pas plus qu'il ne l'est pour normaliser les relations entre les deux Républiques allemandes.

Lettres d'Allemagne

Le comportement de la "droite" allemande

Le gouvernement fédéral est encore disposé à l'heure actuelle à ne voir dans des incidents tels que l'attentat contre la sentinelle du monument russe à Berlin ou la démonstration du 31 octobre dernier d'une « Action de Résistance » à Würzburg (avec le slogan « Brandt au poteau » - *Brandt an die Wand*) que des manifestations d'éléments radicaux et de petits groupes. Il était clair, en particulier, que seuls des résidus du parti néo-nazi avaient participé à la manifestation de Würzburg. Mais nombreux sont les politiciens qui soupçonnent qu'il s'agit d'une opposition dressée contre le gouvernement sous l'étiquette de « Rassemblement national ».

En effet, les radicaux de droite qui parlent de renonciation, trahison, déroute nationale et dictature de soumission ne se distinguent guère dans leurs slogans de l'Union Social-chrétienne (CSU), le parti bavarois dont le chef est Franz Josef Strauss, qui collabore avec la Démocratie Chrétienne (CDU).

Le CSU et le CDU font tout leur possible pour amener à eux les néo-nazis et les libéraux qui penchent vers la droite. Telle est du moins la version officielle. Effectivement ce flirt avec le nationalisme doit servir de base à Strauss pour paraître, à Bonn, l'homme fort, le Chancelier de l'avenir.

Le « Rassemblement National » devrait avoir officiellement pour but de faire tomber la coalition socialiste avec les libéraux, actuellement au pouvoir, mais apparaît de plus en plus comme une entreprise destinée à semer la discorde dans le parti « associé », le CDU. Le parti bavarois de Strauss est assez fort pour pouvoir influencer la politique du CDU mais il ne l'est pas assez pour conquérir seul le pouvoir. Aussi déjà depuis des années Strauss a-t-il menacé d'étendre son CSU bavarois sur tout le territoire de la République Fédérale en faisant ainsi con-

currence au CDU qu'il « dépasse à droite ».

Pour le moment, Strauss craint encore un éventuel échec, mais seconde les efforts du « déserteur » Zoglmann en vue de fonder un parti national libéral qui devrait porter le nom d'« Union allemande » et faire concurrence au CDU. Ce nouveau parti devrait en outre permettre de déterminer le nombre des électeurs qui pourraient être trouvés à la droite du CDU. Strauss ne pense pas que le CDU puisse être une « association électorale bourgeoise » apte à une politique de rassemblement national : d'une part parce qu'il est trop engagé dans une politique atlantique et européenne et d'autre part, parce que son attitude dans la politique vis-à-vis des Etats orientaux serait plutôt une forme particulière d'anti-communisme qu'un vrai nationalisme. Seule une scission intérieure pourrait rendre le CDU mûr pour un « gaullisme » allemand.

Strauss essaie ainsi d'accentuer la crise intérieure du CDU et d'attiser les rivalités des hommes qui sont à la direction du parti. Très habilement Strauss assume le rôle de l'homme qui peut créer le futur Chancelier en favorisant tantôt Kiesinger ou tantôt Kohl qui réside à Mayence. Mis au pied du mur, Strauss avoue parfois : « Si un jour on pensait avoir besoin de moi, ce dessein ne serait pas condamné à l'insuccès par mon manque de sens des responsabilités ».

Strauss sait fort bien que le Rassemblement National à lui seul ne serait pas une base suffisante pour le Chancelier Strauss. Peut-être espère-t-il se séparer de cet entourage une fois qu'il sera au pouvoir. Le mélange de libéraux, nationalistes, néo-nazis, l'association Witiko des Allemands Sudètes et des industriels à tendance de droite, pourrait devenir trop explosif. Si bien que le bruit court que Strauss se retirerait volontiers de la politique si on lui proposait une place de directeur d'industrie avec une rémunération assez élevée.

GIORGIO DI DOMENICO

Coopération internationale et développement économique

La division du travail est la plus grande découverte de l'humanité dans le domaine de l'économie.

Dans ce même domaine, les conséquences de la division du travail sont la « coopération » et « l'intégration » qui s'effectuent moyennant des échanges, d'une part dans l'espace et on les appelle vulgairement « commerce », d'autre part dans le temps et on les appelle communément « investissement ».

La nécessité d'intensifier les échanges, spécialement dans le temps, est devenue péremptoire après la dernière guerre, en raison du progrès technologique qui a multiplié le rendement du travail en même temps que la capacité productive des pays industrialisés, engendré la création de nombreuses organisations internationales ayant pour objectif commun l'affranchissement graduel de la société, des dommages causés par les déséquilibres géographiques, de secteur et sociaux et donc l'amélioration des conditions de vie de tous et plus particulièrement des peuples affligés par la misère, la faim, les maladies et l'ignorance.

Mais l'action certainement utile de ces organisations au rang desquelles il faut rappeler la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, le Fonds Monétaire International, l'Association Internationale pour le Développement et la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, n'a pas résolu le problème: en effet les déséquilibres persistent, les tensions s'aggravent et la violence fait partout rage.

Pourquoi? Le défaut à éliminer dans l'actuelle organisation économique est-il de nature « quantitative » ou de nature « qualitative »?

Il est très important de répondre avec précision à ces questions.

Le défaut à éliminer est de nature « qualitative » et tient à la structure du système international de la circulation (système monétaire et de l'organisation du crédit) qui

est très en retard sur la structure du système de la production.

Le cadre institutionnel, empirique et insuffisant, dans lequel ont lieu les échanges, ne répond plus aux exigences modernes des trafics: il est en effet dépourvu de certains instruments essentiels et c'est pourquoi il en entrave le progrès pacifique, tandis que ses effets ultimes sont d'une extension imprévisible et d'une exceptionnelle gravité.

En d'autres termes il a manqué et il manque un parallélisme entre le progrès technique, appliqué à produire, et le progrès juridique, appliqué à vendre.

Le problème de l'équilibre économique

La conjoncture historique, caractérisée par la fin du colonialisme et la constitution d'un grand nombre de nouveaux Etats, exige maintenant une révision de la culture économique et des orientations politiques qui en dérivent. Cette révision doit se fonder sur une vérité qui, faisant écho à une voix partie d'Italie plus de vingt ans auparavant, fut énoncée en 1942 par Henry Wallace, alors vice président des Etats-Unis: « Maintenant nous savons — a-t-il dit — que le monde moderne doit être vu dans sa juste lumière, à savoir *comme une unité économique*. Le débouché des produits doit être assuré ».

Ce n'est pas que soit modifié le contenu du problème économique, resté tel quel et même posé à nouveau dans les termes usés par les économistes classiques et, en particulier, G.B. Say avec sa célèbre « théorie des débouchés »; c'est au contraire, que les difficultés et contradictions accrues et croissantes dans lesquelles nous nous trouvons empêtrés, dues aux causes ci-dessus indiquées ainsi qu'aux expédients illusoireaux auxquels les politiciens ont recours pour les affronter, et considérées unilatéralement par chacun en rapport à sa propre situation, ont engendré la conviction qu'il existe beaucoup de problèmes économiques susceptibles d'autant de solutions autonomes. Au contraire, il n'en est rien: lutte de classe,

activité syndicale et mesure de la rémunération du travail; liquidité du marché, inflation, déflation et crises périodiques de l'occupation et de la production; stabilité, dévaluation et revaluation monétaire; équilibre des prix, équité dans les échanges, en particulier entre des Pays qui ne sont pas au même niveau de développement industriel; balance des paiements, conquête de marchés à l'exportation et, enfin, unification économique et monétaire graduelle des marchés internationaux, autant de thèmes et de problèmes qu'il faut affronter ensemble, à la racine commune, qui est celle du système de la circulation, organe infirme du corps social.

Il n'y a donc pas de solution du problème du sous-développement considéré comme tel, parce que ce problème n'existe même pas; et c'est que qui explique la faillite des propositions de politique économique, avancées de plusieurs côtés pour le résoudre, et qui se sont révélées peu efficaces ou même carrément irréalisables.

Il y a, par contre, le problème de l'équilibre économique général qui intéresse, sous divers points de vue, tous les peuples et tous les gouvernements et dont la solution, trouvée par le fondateur de la Science du marché, Agostino M. Trucco, et aujourd'hui prônée par l'Ecole Economique Italienne, doit être réalisée au plus tôt si l'on veut épargner à l'humanité de nouveaux fléaux.

Les « règles » de la coopération économique

C'est grâce à l'action divulgatrice de cette Ecole que se répand de plus en plus la conviction que la réforme rationnelle du système de la circulation, tendant à en élever et maintenir l'efficacité à une hauteur analogue à celle du système de la production, s'identifie avec la solution du problème de l'équilibre économique, dont dépendent la continuité de la production, la pleine occupation, la valorisation plus fructueuse des ressources, la rétribution « maxima » de toute espèce de travail et, en un mot, le développement solidaire et pacifique du genre humain.

La réforme de structure du système de la circulation, insuffisante pour le décollage économique des pays neufs, qui ont également besoin d'une large assistance de caractère organisatif, technique et culturel, est nécessaire à tous et se pose comme prémisses de cette « vaste collaboration internationale et de cette association dans le développement » auxquelles, selon le rapporteur M. Pearson il faut arriver sans retard « pour

ne pas compromettre la compréhension et la paix entre les peuples ».

Mais pour être valide et efficace toute collaboration économique doit s'appuyer sur des règles contractuelles appropriées et toute association doit posséder et observer des règles statutaires appropriées.

Or, le Plan « Hallesint » dont j'ai tracé les grandes lignes dans le précédent numéro du « Bulletin Européen » propose les unes et les autres.

Le PH se réalise en donnant vie à un Institut de Circulation (*Fondation Universelle Hallesint*) destiné à intégrer la tâche des Instituts d'émission en respectant l'autonomie; il ne suffit pas de « savoir doser » la quantité de monnaie à émettre; il faut qu'elle soit émise dans des canaux contractuels, aujourd'hui inexistantes, ouverts le long de la ligne de coïncidence de l'intérêt particulier avec l'intérêt général; b) il se fonde sur le principe de l'« unification contractuelle » déjà empiriquement appliqué dans les institutions économiques et dans les services publics de communications et transports — et sur l'assurance mutuelle des risques économiques; c) il opère en organisant et offrant par l'intermédiaire des Instituts d'émission de nouveaux services de paiement, d'investissement, d'épargne et de change, indispensables pour satisfaire — avec ceux qui existent actuellement — toutes les exigences possibles de l'échange dans l'espace et le temps, pour permettre aux contractants le choix du meilleur prix, pour l'offre comme pour la demande, pour éliminer les obstacles à la consommation de capitalisation, à laquelle est dévolue la fonction équilibratrice du système économique; d) il conduit à l'instauration de la liberté économique, inexistante et qui n'a jamais existé, dont la notion scientifique n'est pas encore généralisée et dont l'alternative est constituée par l'avènement des régimes communistes et de l'esclavage et de la misère qui les accompagnent nécessairement.

Nouvel appel pour le salut commun

Je renouvelle l'invitation que j'ai déjà faite aux hommes responsables anxieux d'agir en faveur du bien public, d'approfondir le PH et de soutenir l'activité de l'Institut pour le « Rinnovamento Economico » qui en est le promoteur (38 via Firenze, 00184, Rome).

Il faut chasser la paresse et le scepticisme; il faut démasquer comme mystificatrice l'affirmation que la voie du progrès civil est celle que bat le social-communisme; il faut

abandonner l'espoir utopique de sa soi-disante « évolution démocratique », parce que la démocratie est la méthode de la liberté et la liberté est incompatible avec l'idéologie social-communiste. C'est pourquoi, cohérents avec leur foi dans la violence et leur mépris de l'intelligence, y compris la leur, les social-communistes repoussent tout apport et toute comparaison culturelle susceptibles de mettre en cause leur pseudo-doctrine.

Mais les vrais responsables du danger auquel est exposée la civilisation occidentale — danger accru par la nouvelle politique de la République Fédérale Allemande et de la France, qui se disputent les bonnes grâces soviétiques — ne sont pas les social-communistes mais leur adversaires: ce sont ces hommes politique, ces intellectuels et ces journalistes qui n'ont pas la préparation né-

cessaire — et dédaignent de l'acquérir — pour opposer au programme social-communiste, erroné mais concret, un programme tout aussi concret, mais juste; qui mènent leur combat en dispensant les grains d'une stérile sagesse et d'une fastidieuse moralité; qui n'attendent rien de la science, qui combattent le communisme en adoptant les méthodes stalinistes; qui aiment l'abstraction et le générique et cultivent une sorte de répugnance pour la rigueur logique qui doit lier indissolublement théorie et pratique, pensée et action.

Mais j'écris pour servir et non pour récriminer d'autant plus que même si les choses les plus évidentes sont aussi les plus obscures, des échos prometteurs ont été éveillés par mon appel pour le salut de l'Europe et d'autres encore ne manqueront pas.

LE FINANCEMENT DES JEUX OLIMPIQUES DE 1972 A MUNICH

La Bundesbank à laquelle revient la tâche de protéger la monnaie allemande, est contraire au financement des Jeux Olympiques de 1972, à Munich, moyennant la frappe de monnaies d'argent d'une valeur nominale de DM 20 et de monnaies d'or d'une valeur nominale de DM 100. Encore que les trois partis aient présenté le projet de loi relatif au Parlement, on peut dire que ce projet ne sera pas accepté car la Bundesbank a fait valoir d'importantes objections de caractère légal et monétaire.

Ce sera là une grosse désillusion pour les numismates encore que l'on puisse douter qu'ils puissent acquérir avec un vif enthousiasme des monnaies dont la valeur effective ne correspondrait pas à la valeur nominale. Mais il se pourrait que cette différence entre valeur effective et valeur nominale constitue précisément un attrait pour les collectionneurs, d'autant que depuis l'introduction de l'étalon or, au siècle dernier, jamais n'ont été frappées des monnaies d'or dont la valeur effective corresponde à la valeur nominale.

L'idée de se procurer les fonds nécessaires aux Jeux moyennant l'émission de monnaies naquit quand on s'aperçut que la dépense globale prévue tout d'abord de 500 millions de DM, était montée à 1,6 milliards de DM. Cette charge devra être sou-

tenue par la Fédération (Bund), la Région (Land) et la ville de Munich. Du reste, la monnaie d'argent d'une valeur de 10 DM déjà émise, a été un grand succès. Les Banques et les Caisses d'Erpagne en ont donné quelques exemplaires à leurs clients les plus chers, et ont dû les refuser aux autres. Et le Comité Olympique ayant présenté certaines objections à propos d'une série de ces monnaies, on enregistra une forte hausse à la bourse numismatique. On comprend donc pourquoi on voulait utiliser à nouveau une aussi bonne source avec l'émission de monnaies d'or de 100 DM. On avait prévu la frappe de 30 millions de pièces de cette valeur, ce qui aurait rapporté 1,05 milliards de DM. Mais ce gain ne pouvait être réalisé qu'en maintenant la valeur de l'or aux 60% se de valeur nominale. Or la raison principale invoquée par la Bundesbank pour faire obstacle à l'émission est qu'il est à craindre que des complications internationales soient engendrées par cette opération: en effet la frappe de 30 millions de pièces nécessiterait 450 tonnes d'or. L'achat de ces 450 tonnes déterminerait une augmentation sensible du prix libre de l'or et rendrait vains tous les efforts en vue de maintenir le prix officiel et non officiel de l'or aux environs de 35 dollars l'once.

Nouvelles d'Europe

LE PRIX DE L'EUROPE MET A L'HONNEUR LES VILLES DE NANCY ET DE KARLSRUHE

Karlsruhe et la ville partenaire de Nancy viennent de recevoir ensemble le Prix de l'Europe, créé en 1955 par le Conseil de l'Europe, à Strasbourg. Après Berlin, Offenbach/Main, Schwarzenberg et Tübingen, Karlsruhe est la cinquième ville allemande à recevoir cette haute distinction européenne. Lors de la cérémonie officielle de remise de la médaille de bronze, le président du comité pour l'aménagement du territoire et les affaires communales ainsi que maire de la ville de Strasbourg, M. R. Radius, ont souligné que cette distinction simultanée aux jumelées de Nancy et Karlsruhe récompensait deux villes qui ont infiniment de mérite au service de l'idée européenne.

Chacune des deux villes restera en possession du prix pour la durée d'un an. Une aide financière est accordée à ce titre pour l'encouragement de voyages de jeunes.

LE PREMIER TUNNEL D'EUROPE A DEUX ETAGES

Près de six années consécutives auront été nécessaires pour la construction du premier tunnel d'Europe à deux niveaux de circulation qui a été inauguré le 2 octobre à Wuppertal. Il s'agit pratiquement de deux tunnels superposés — le tunnel inférieur, de 1043 m de longueur, étant de quelque 200 m plus long que le tunnel supérieur — dans lesquels la circulation s'effectue à sens unique. Un appareil détecteur de gaz carbonique peut surveiller, quand des « bouchons » se produisent dans la circulation, la densité croissante d'oxyde de carbone, enclencher automatiquement le système d'aération et, grâce à des signaux opti-

ques et acoustiques, sonner l'alarme à la préfecture de police, à 6 km de là. Vingt caméras de télévision, réparties dans les deux tunnels, donnent un bon aperçu de la circulation aux agents responsables qui, en cas de danger, peuvent donner par haut-parleur les premières consignes aux usagers. En cas de panne ou d'accident, seize appareils téléphoniques permettent d'appeler rapidement les secours. 2.314 projecteurs et un revêtement d'asphalte lumineux assurent suffisamment de clarté.

LA PRESENCE AMERICAINE EN EUROPE

Les ministres de la Défense de onze pays européens membres de l'O.T.A.N., réunis à Bruxelles en octobre, sont parvenus à un accord de principe sur la péréquation, grâce à un fonds commun, des frais de stationnement des troupes américaines.

Les membres européens de l'Alliance qui ont participé à cette rencontre ont décidé de faciliter ainsi le maintien des troupes U.S. en Europe. Ils vont s'efforcer d'aboutir à un accord valable pour deux ans. La condition préalable en est que les Etats-Unis s'engagent à ne procéder pendant cette durée à aucune réduction importante de leurs effectifs militaires en Europe. Les efforts accomplis en faveur d'une présence militaire américaine ne doivent en aucun cas venir grever les budgets de la Défense des différents pays, comme cela a été exprimé à l'occasion de cette conférence. A l'exception du Portugal, de la France, du Canada et des Etats-Unis, les ministres de la Défense de tous les pays membres européens étaient présents à Bruxelles, le 30 juin 1971. De 1961 à 1969, les paiements de la République fédérale d'Allemagne au

titre de ces compensations se sont élevés à 21,6 milliards de DM, grâce à quoi 80% des pertes annuelles de devises américaines ont pu être couvertes. Les paiements allemands reposaient presque exclusivement jusqu'en 1967 sur des achats d'armements. A partir de cette date, les besoins en équipements ont été pratiquement couverts et les prestations allemandes ont alors été reportées sur les achats de bons du Trésor. Dernièrement, certaines instances américaines ont réclamé avec plus d'insistance des mesures compensatoires directes à partir des fonds budgétaires étant donné que les compensations opérées jusqu'à présent reposaient sur les besoins de l'Allemagne en biens américains. Dans le cas d'une nouvelle réglementation, les intérêts différents des membres européens de l'Alliance vont conduire à ce que la part de chacun des pays soit très différente. On avait déclaré de tous temps à Bonn que la présence américaine en République fédérale d'Allemagne n'était pas pour le seul bien de celle-ci, mais apportait au contraire davantage de sécurité à tous les Alliés européens. Une présence non modifiée des Américains est nécessaire également, de l'avis de Bonn, dans l'intérêt d'un désarmement de grande envergure, car la paix en Europe ne pourra être stabilisée que par des réductions équivalentes de troupes à l'Est et à l'Ouest.



L'Europe à l'avant-garde du théâtre

L' "Amédée" de Ionesco

par

NICOLA CIARLETTA

ROME

Il peut arriver que la façon dont on s'exprime habituellement, que le langage quotidien, soit équivoque, parce que le contexte qui les encadre n'est pas toujours clair, alors que par contre le langage scientifique étant en préliminaire défini, est aussi clair que celui de l'oeuvre d'art qui est elle-même le contexte.

La raison pour laquelle une oeuvre d'art peut être interprétée de mille manières est, précisément, celle-ci: qu'elle est elle-même le contexte, et comme tel peut avoir tant de significations diverses. C'est pourquoi nous l'appelons « opera », « oeuvre » (d'art); autrement dit, nous appelons « oeuvre » un « discours », dans le sens où nous entendons cette « oeuvre » comme une oeuvre accomplie, même si nous savons avec certitude que l'auteur n'a pu l'achever étant mort prématurément. Si un « discours » parvient à se faire entièrement comprendre, s'il parvient à se communiquer dans son unité organique, si enfin il n'a pas besoin de se référer à autre chose qu'à lui-même pour être compris; s'il trouve, autrement dit, en soi-même les extrêmes de sa propre vérification et les données essentielles de sa documentation: alors nous disons que c'est un « discours » artistique, à savoir une « oeuvre » close dans ses parties et donc ouverte à l'interprétation, tout comme un organisme qui peut être étudié sous divers angles et par conséquent peut se prêter à de multiples interprétations.

Mais tout autre est — comme nous le disions — le langage quotidien, qui nous réserve bien des surprises, surtout si c'est un langage épuisé par l'usage. Nous parlons par exemple de « poppa » (poupe) en regardant les barques sur la mer, et voilà l'esprit mal tourné qui va penser aux femmes. (N. du T.: jeu de mot intraduisible, la « poppa » signifiant également en italien le sein de la femme). Du reste, pourquoi « esprit mal tourné »? En réalité la mer est fréquentée aussi bien par des femmes que par des barques: si bien que l'équivoque à propos de « pop-

pa » est assez plausible. Qu'est-ce donc que l'équivoque? Une confusion de contextes.

Naturellement, si l'on découvre l'équivoque, le rire est inévitable. La comédie (le comique) compte en effet au nombre de ses facteurs, l'équivoque, soit la confusion. Confusion de physionomies (les habituels sosies: les classiques « Menechmes » etc...), de vêtements (le célèbre échange d'habits entre Don Giovanni et Sganarelle), de situations (depuis Hamlet qui travestit la réalité en théâtre et la tragédie en comédie, jusqu'à l'expressionnisme, au surréalisme et au théâtre de l'absurde); sans interruption, la confusion, ou l'équivoque, a occupé le coeur du comique et le centre de la scène. J'oserais dire que le comique, englobant et thésaurisant le jeu de la fiction, est devenu la clé de voûte, la condition non *sine qua non* mais *per quam* du théâtre. Quoi d'autre est donc la confusion, l'équivoque, sinon une confusion de contextes? Si je veux parler avec un Tel et parle au contraire avec un autre vêtu comme un Tel, ou qui lui ressemble de façon surprenante, il est clair que ce que je dis devient équivoque, puisque se référant à un contexte différent de celui que j'attendais.

Sur l'équivoque, c'est-à-dire sur la règle la plus ancienne du comique, se base le théâtre d'Eugène Ionesco. Et ce qui est intéressant, c'est que chez Ionesco l'équivoque assume justement sa signification essentielle, comme nous venons de l'exposer. En effet, dans théâtre de Ionesco, c'est le langage qui est en jeu: les situations sont déterminées par l'usage des mots. « Faites attention — dit, dans une comédie, une mère à ses enfants — ne vous déchaînez pas, sinon vous vous casserez la tête ». Mais qui peut retenir les enfants? Il vont jouer, se déchaînent et reviennent en scène sans tête. « Je vous l'avais bien dit — dit la mère — c'est bien fait pour vous ».

L'auteur analyse la métaphore, vivisectionne les images, sépare les termes des similitudes, met le doigt sur la poussière du vieux langage usé de notre société bourgeoise, et

ce langage tombe en miettes. Ionesco brouille ces miettes, échange ces fragments, les mêle et les mélange; et des mots il passe aux choses, telles qu'elles sont d'ordinaire définies par ces mots. Ces choses sont, par exemple, les meubles de la maison où habitent les époux, protagonistes de « Amédée ou comment s'en débarrasser » actuellement en scène au Théâtre de la Muse de Rome: une chaise, des chaises, une table... Qu'est-ce qu'une table, un machin à quatre pattes. Mais on peut donner la même définition de n'importe quel quadrupède. De ce pas, sur le plan incliné du générique, caractéristique du langage équivoque du parler vulgaire, il est évident que l'on peut faire toutes les confusions que l'on veut.

Parmi les meubles de la maison en question il y a aussi un cadavre. Le cadavre — semble-t-il — d'un homme, qui croit de façon démesurée et menace d'envahir tout le logement et d'en chasser les propriétaires. Qui donc l'a caché là? Les époux ne s'en souviennent pas: eux-mêmes, peut-être. Mais comment ont-ils rencontré ce cadavre? Cet homme mort — chez eux — a été tué, peut-être et eux (ou l'un d'eux, mais lequel des deux?) ont été ses assassins. Les époux ne s'en souviennent pas, ils font des conjectures, formulent des hypothèses plutôt préventives (susceptibles de les défendre de l'avenir) que justificatrices, et qui pourraient leur expliquer la situation dans laquelle ils se trouvent. On dirait que leur souci est de se débarrasser de ce meuble encombrant, l'homme mort, mais que diront les gens s'ils les voient sortir de chez eux avec un cadavre? Ils essaient de le jeter par la fenêtre, mais le cadavre est gros et lourd et entraîne à sa suite le mari qui ne reviendra plus à la maison: il s'en va avec le cadavre qui prend maintenant le chemin du ciel.

« Il prend le chemin du ciel » ...eh oui, voilà ce que l'on dit des cadavres, c'est-à-dire des morts, qu'ils montent au ciel. Notre cadavre n'a pu le faire jusqu'ici parce qu'il était renfermé chez les deux époux. Mais maintenant que la voie est libre, le voilà qui vole au ciel, lui aussi, comme tous ces confrères, entraînant avec lui le mari. A ce point, Ionesco dit ingénument dans ses notes et contre-notes (Einaudi 1965, pages 30-31) à propos de l'« Amédée »: « C'est une comédie réaliste dans laquelle j'ai introduit des éléments fantastiques destinés à la fois à détruire et à souligner, par contraste, le réalisme ». De mon côté, je ne doute pas qu'au moment dramatique sur lequel nous nous

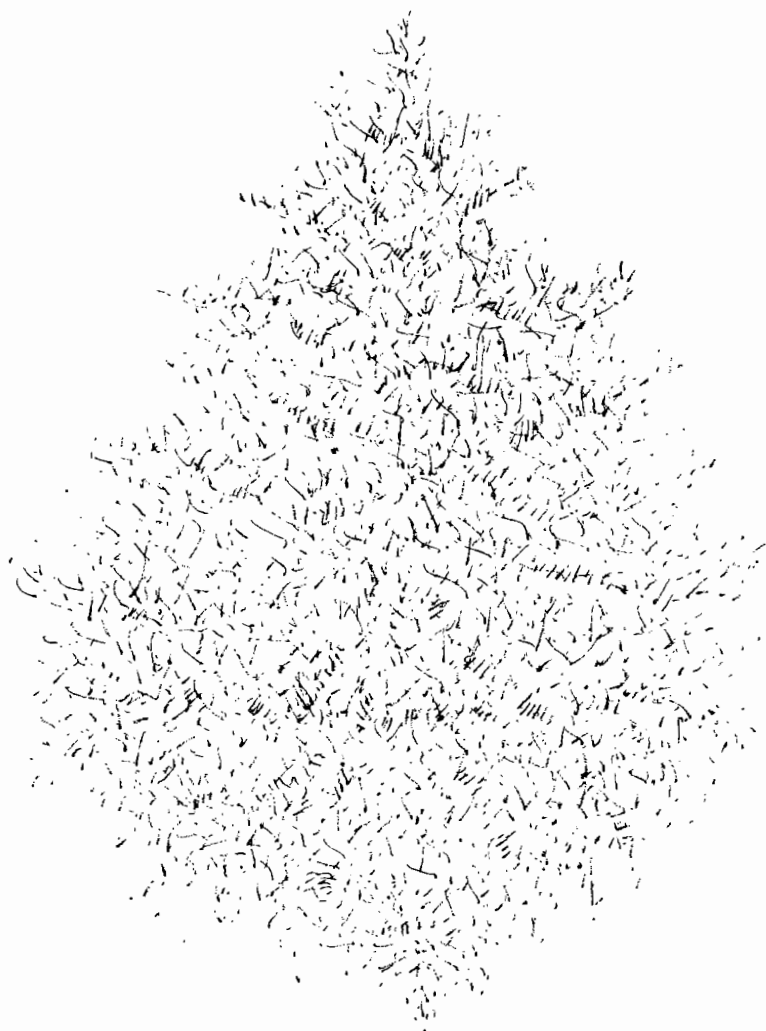
sommes arrêtés, l'élément fantastique consiste dans le fait que le cadavre se met à voler en entraînant de tout son poids le fragile mari. Mais selon la façon de dire, c'est l'âme du cadavre et non le cadavre qui aurait dû prendre son vol (l'âme si noble et si exaltante qui, dans le langage commun, redevient séparable du corps, comme le pensaient les païens de l'antiquité). Mais dans ce cas, nous n'aurions rien vu ni rien compris. Tant et si bien que, pour rendre visible (c'est-à-dire théâtral, visible) son final, Ionesco s'est servi d'une fiction « élément fantastique » en animant un cadavre, soit un corps inanimé, et en récupérant, en dernière analyse, l'unité indivisible de l'âme et du corps. C'est moyennant la récupération idéale de cette unité (voilà, en substance, le réalisme dont il nous parle), que Ionesco parvient à présenter sur la scène le plus tranquillement du monde (et ce qui compte davantage, le plus logiquement possible), non seulement l'énormité de ce cadavre, mais des enfants décapités pour leur impertinence. On dépasse la tension « visible » (laquelle n'est qu'une tension extrême de l'équivoque, dans le sens susdit d'« échange de contexte ») et il est clair que la réalité, pareille à un éléphant de cirque, sorti de sa cage, balaie et piétine les schémas absurdes et cependant parfaitement historiques qui entendaient la contenir. Ionesco l'affirme lui-même (toujours dans ses notes, p. 31), quand il signale les moyens aptes à « théâtraliser la parole », qui sont les suivants: « la porter au paroxysme, pour donner au théâtre sa vraie mesure, qui est une démesure; la parole même doit être poussée jusqu'à ses extrêmes possibilités, le langage doit presque exploser ou se détruire, dans l'impossibilité de contenir les significations ».

Mais revenons à l'« Amédée ». Le Ionesco de l'équivoque, semble avoir fait le jeu des deux époux, mais il est plus probable que ce sont eux qui ont fait le jeu de Ionesco. En réalité ils n'ont pas joué ni n'ont été joués, moins encore victimes ou bourreaux, parce qu'ils ne sont pas même des choses, mais des paroles. Arrivée à l'absence, la technique de l'équivoque, ou de l'échange des contextes, ne peut que se révéler une technique du chaos et de la « nullification ». A la fin l'auteur pourrait tirer ses conclusions pirandelliennes, en disant au public en quête de significations: « celles que vous voudrez » (si bien que la plupart, sans doute, se croiront en droit de penser que le cadavre encombrant est la vie conjugale que les deux protagonistes ont fait naître); mais il

est plus probable qu'il répondra en s'apprêtant à reprendre ou à continuer son jeu. Il en arriverait ainsi à une autre règle canonique du théâtre; la répétition (clé du théâtre de Beckett) de laquelle émerge ce que j'ai appelé plus haut la *condicio per quam* du théâtre: le jeu ou l'art d'imiter, ou encore de feindre, dans lequel Aristote découvrirait (dans sa Poétique) la célèbre discrimination entre l'homme et la bête.

Tant et si bien, enfin, que le théâtre de Ionesco, justement à cause de ce que je viens de dire, (qu'il consiste, du point de vue technique, dans l'équivoque et la répétition), doit être joué selon les tonalités du parler vulgaire, tel qu'on l'entend dans la

rue, les salons, les bureaux, les magasins, les congrès, les cafés, les salles d'attente, les cinémas, les théâtres de la société actuelle — par exemple — de notre Pays. Pas de voix de stentor et de déclamation « engagée », rien donc de ce que j'ai entendu au Théâtre de la Muse, à l'exception peut-être de l'acteur Cristiano Censi (dans le rôle du mari) et pas de tons faussement ironiques ou de nuances paradoxales. Ce n'est qu'à cette condition que ce théâtre parfaitement logique du plus risible illogisme pourra révéler, d'autant plus mordante qu'elle sera plus négligée (comme l'est en général le commun parler), cette âpreté tonique qui souligne le contexte artistique d'« Amédée ».



*Joyeux
Noël
à
tous les
Européens!*

bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME FONDEE

PAR CONSTANTIN DRAGAN EN 1950

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISE-ROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

bulletin européen

Rédacteur politique: NORIA ROMAN - Rédacteur responsable: A. PELLEVANT GINI
Direction Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 672.578

A B O N N E M E N T S

Italie	Lires 2.000	Etranger	Dollars 3,—
Abonn. d'Honneur	5.000	Abonn. d'Honneur	10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951
STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA